



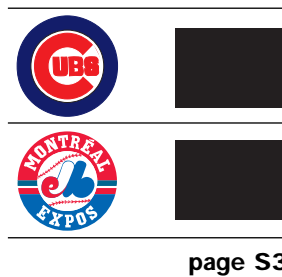
Bonne fête des Mères

La Presse

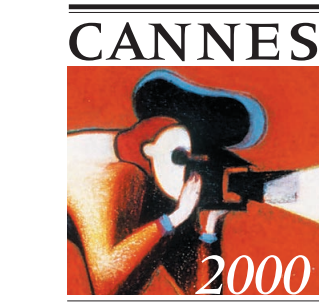
Le plus grand quotidien français d'Amérique

Des poupons derrière les barbelés page A11

La Personnalité de la semaine
Lise Perron
page A16



page S3



O Brother, un petit Coen

MARC CASSIVI
envoyé spécial, La Presse

« Excusez-moi m'sieur, vous n'avez pas une deuxième invitation? » demande, les yeux mielleux, une jeune Française vêtue d'un T-shirt lime, marchant à nos côtés d'un pas insistant, vers le Palais des Festivals. La question, posée à chaque coin de rue depuis 500 mètres, résonne sur la Croisette comme une litanie. Toute la ville semble s'être donné le mot d'ordre, et ce mot d'ordre est « invitation ».

Non, les Rolling Stones ne sont pas en ville, pas plus que Johnny Hallyday ou le cirque Notre-Dame de Paris. Tous ces « quêtoux » de tickets, qui feraient le bonheur des revendeurs du Centre Molson, apostrophent successivement les journalistes, depuis 7 h du matin, pour un tout autre privilège. Celui de voir, en absolue première mondiale, le dernier film des frères Coen, *O Brother Where Art Thou?*

Joel et Ethan Coen sont les enfants chéris de Cannes. Palmés en 1991 pour *Barton Fink*, les créateurs de *Raising Arizona*, *Fargo* et *The Big Lebowski* présentaient hier un cinquième film sur la Croisette, en sélection officielle. Des abonnés. Et c'est évidemment avec beaucoup d'anticipation que la presse internationale découvrait le « petit » dernier du plus intrigant des duos de cinéastes américains.

Le mot n'est pas choisi au hasard. On parle bien d'un « petit » film. Comédie déjantée vaguement inspirée de *L'Odyssée* d'Homère, *O Brother*, qui met en vedette l'acteur fétiche John Turturro et le favori des dames George Clooney, n'arrive pas à la cheville du formidable *Fargo*. Même le très inégal *The Big Lebowski* a plus de charme que cette pseudo-comédie musicale hill-billy, franchement ennuyeuse, qui raconte le parcours semé d'embûches de trois prisonniers dans les années trente qui s'évadent avant de partir à la recherche d'un trésor dissimulé dans une grange du Mississippi.

« Le nom du film vient d'un poème de Shakespeare et a été inspiré par *Sullivan's Travels* (de Preston Sturges, 1941), a expliqué hier, en conférence de presse, le réalisateur et scénariste Joel Coen. Quant à la musique, c'est un genre qui nous inspire tous les deux. »

Voir O BROTHER en A2

Le parti de Clark en déroute

Tout en lançant un appel à l'unité, le leader reconnaît que ça va mal

VINCENT MARISSAL
QUÉBEC

Accueilli par un millier de militants au son du classique disco *I Will Survive*, le chef conservateur Joe Clark a affirmé hier à Québec que son parti était de nouveau sur la voie du pouvoir, mais il a admis quelques minutes plus tard devant les journalistes que les baillleurs de fonds le désertaient et que d'autres députés pourraient le quitter.

Ces propos contradictoires du chef conservateur, et quelques autres qui ont marqué la fin de semaine, illustrent bien l'état d'esprit des trou-

pes qui ont forgé les bases de leur nouveau programme politique tout en gardant constamment à l'esprit le spectre de l'Alliance canadienne.

L'inquiétude et un certain désarroi teintent aussi les propos de leur chef. Joe Clark, qui venait de prononcer un long discours dans l'espoir de fouetter ses troupes, a ouvertement exprimé des doutes quant aux chances de son parti de remporter demain l'élection partielle dans Saint-John, à Terre-Neuve.

M. Clark a salué les qualités de son candidat et rappelé que ce comté appartenait aux conservateurs, mais il s'est bien gardé de prédire leur

victoire. « Je garde mes prévisions, a-t-il dit, et j'espère que nous gagnerons, mais Brian Tobin (le premier ministre libéral de Terre-Neuve) est un adversaire redoutable en campagne et il fait tout ce qu'il peut pour nous battre. »

Réagissant à un reportage du *Globe and Mail* qui concluait hier que les financiers de Bay Street abandonnent les conservateurs et les libéraux de Jean Chrétien au profit de Tom Long, M. Clark a reconnu sans détour que, oui, le candidat à l'Alliance canadienne lui fait très mal.

Voir LE PARTI en A2

Dans la bonne humeur!

La solidarité des jeunes pour venir en aide aux pays du tiers-monde était palpable hier, lors de la Marche 2/3 qui a attiré près de 5000 jeunes âgés de 16 à 25 ans dans les rues de Montréal. Cette marche, la 30^e à se dérouler à Montréal, a comme objectif de promouvoir l'éducation de base pour assurer aux plus démunis les moyens de s'informer, de s'exprimer et de se réaliser pleinement. Pendant toute l'année scolaire, les jeunes ont réalisé différents projets leur permettant d'amasser des fonds afin de soutenir des projets de développement en Haïti, au Salvador, au Pérou, au Brésil, en Bolivie, au Sénégal, au Burkina Faso, au Togo, au Népal, en Chine et aux Philippines.



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

À lire en page A3

Le dernier message de Fatima révélé

« Un évêque vêtu de blanc tombe sous des coups de feu »

d'après AFP et AP
FATIMA, Portugal

Jean-Paul II a quitté le Portugal hier après avoir élevé au rang de bienheureux deux humbles petits bergers et révélé le « troisième secret » de Fatima, une « prophétie » qui annonçait l'attentat contre le pape.

Ce coup de théâtre s'est produit 19 ans jour pour jour après l'attentat, le 13 mai 1981, au cours duquel Jean-Paul II avait été touché par trois balles tirées par le terroriste turc Ali Agça, place Saint-Pierre, à Rome.

Selon Lucia, seule survivante des trois petits bergers, aujourd'hui âgée de 93 ans, le troisième secret ne pouvait être révélé qu'à partir de 1960, si le pape le jugeait opportun.

Le pape, qui a regagné Rome après sa visite de 24 heures au Portugal, a confié à la Congrégation de la doctrine de la foi « le soin de rendre publique la troisième partie du secret » de Fatima, a déclaré le cardinal Angelo Sodano. Plus proche collaborateur de Jean-Paul II, le secrétaire d'État a pris la parole après le pape, à l'issue de la cérémonie de béatification de Francisco et Jacinta Marto, qui s'est déroulée devant près d'un demi-million de personnes, dans une atmosphère de ferveur calme, de profond recueillement.

Le troisième secret, confié aux trois petits bergers de Fatima par la Vierge entre mai et octobre 1917, alimentait depuis des décennies les spéculations.

Les deux premiers étaient déjà connus. Ils évoquent la guerre, les

persécutions contre l'Église, dénoncent l'athéisme et la Russie, recommandent la conversion et la dévotion à la Vierge.

« La vision de Fatima concerne surtout la lutte des systèmes athées contre l'Église et contre les chrétiens. Elle décrit l'immense souffrance des témoins de la foi du dernier siècle du deuxième millénaire. Selon l'interprétation des petits bergers, « l'évêque vêtu de blanc » qui prie pour tous les fidèles est le pape. Lui aussi, marchant péniblement vers la croix parmi des cadavres des personnes martyrisées (évêque, prêtres, religieux, religieux et nombreux laïcs) tombe à terre comme mort sous les coups d'une arme à feu », a dit le cardinal Sodano.

Voir LE DERNIER en A2



PHOTO REUTERS

Le pape a pris un moment pour méditer pendant la messe célébrée à Fatima hier. Jean-Paul II a dit que la société devait revenir à des valeurs traditionnelles pour éviter l'autodestruction.

Rubriques

Alimentation.....C12	Loteries.....A2 et A4
Arts et spectacles...B6 à B9	Monde.....A12 à A14
- télévision.....B6	Mots croisés.....B9 et C8
À votre tour.....A15	Mot mystère.....C9
Bandes dessinées.....C7	Petites annonces.....C6
Bridge.....C11	- immobilier.....C6 à C8
Consommation.....C5	- marchandises.....C8
Décès.....C11	- emplois.....C8
Feuilleton.....C9	- automobile.....C8
Êtes-vous observateur?..C6	- affaires.....C11
Génies en herbe.....B9	Politique.....A4
Horoscope.....C10	Santé.....cahier C
La presse d'ailleurs.....A13	Sciences.....B12
Lectures.....cahier B	Têtes d'affiche.....B11

MÉTÉO

Ciel variable
Max. 18, min. 3
cahier Sports,
page 16



http://lapresse.infinet.net

La fin d'un mariage

RICHARD HÉTU
collaboration spéciale

Par où commencer dans le fil des événements invraisemblables qui ont mené, mercredi, à la dissolution très publique du mariage de Rudolph Giuliani et Donna Hanover? La journée du 27 avril dernier est un point de départ qui donne à l'affaire un air d'opéra, la forme d'art préférée du maire de New York.

Ce jour-là, Giuliani secoue la Grosse Pomme en annonçant qu'il souffre d'un cancer de la prostate, la même maladie qui a emporté son père. En conférence de presse, le politicien de 55 ans se fait tour à tour léger, sérieux et philosophique. Heureusement, le cancer a été détecté à un stade très précoce, dit-il. Idéalement, après le traitement médical approprié, la course au Sénat contre Hillary Clinton reprendra, ajoute-t-il.



La Presse à NEW YORK

New York sympathise avec son maire. Forcément, le cancer l'humanise. Rudy n'est plus seulement ce politicien agressif qui se fout des critiques. Le chasseur des sans-abri et autres marginaux est vulnérable, comme tout le monde. En privé, ses stratèges se réjouissent de la tournure des événements. Leur candidat profitera peut-être de la compassion de ses concitoyens pour reprendre l'avance concédée à Hillary dans les derniers sondages.

Le 2 mai, Donna Hanover chante sa première aria. La journaliste et actrice annonce à la presse son retrait des *Monologues du vagin*, une pièce de

théâtre controversée dans laquelle elle avait accepté un rôle. Tout le monde comprend ce qui se passe: parler de vagins sur la scène d'un théâtre off-Broadway pendant que son mari, monsieur le maire, lutte contre le cancer, ça ne se fait pas.

Le 3 mai, l'histoire se corse. Le *New York Post* publie une photo montrant le maire de New York en compagnie d'une femme à la sortie d'un restaurant de Manhattan. Qui est la belle? Les tabloïds de la ville n'ont plus qu'une obsession, répondre à cette question.

Et ils ne tardent pas à débaler les faits. Âgée de 45 ans, la belle de Rudy s'appelle Judi Nathan. Cadre d'entreprise à New York, elle est divorcée et mère d'une adolescente. Au cours des derniers mois, elle a souvent été vue aux côtés de Giuliani, à Noël, au jour de l'An, au défilé de la Saint-Patrick, etc.

Voir LA FIN en A2

La Presse rafle deux prix

Presse Canadienne

La Presse Canadienne a remporté deux prix de journalisme, vendredi soir, récompenses remises annuellement par l'Association canadienne des journaux.

Parmi les quotidiens francophones du Québec, La Presse a elle aussi rafflé deux prix, et Le Soleil, de Québec, un.

Les prix ont été remis dans le cadre du gala de l'association, tenu à Montréal, au cours duquel on a honoré les lauréats du 51^e concours annuel de journalisme.

Le bureau de Montréal de l'agence Presse Canadienne (PC) a remporté un prix, dans la catégorie nouvelle d'actualité, pour sa couverture de l'avalanche mortelle à Kangisualujjuaq, survenue dans le nord du Québec, en janvier 1999. De plus, un photographe de la PC, Fred Chartrand, a également remporté un prix pour une photographie de Wayne Gretzky après son dernier match dans la Ligue nationale de hockey.

Pour la PC, il s'agit de la deuxième victoire consécutive dans la catégorie nouvelle d'actualité; l'an dernier, l'agence a remporté le prix dans cette catégorie pour sa couverture de l'écrasement du MD-11 de Swissair, au large de la Nouvelle-Écosse.

C'est le quotidien torontois The Globe & Mail qui a remporté le plus de prix, emportant quatre trophées. John Stackhouse, du Globe & Mail, est la deuxième personne dans toute l'histoire du concours à recevoir deux prix prestigieux la même année. Le Globe & Mail a également enlevé les titres dans les catégories critique et économie.

Le quotidien La Presse a reçu deux prix dans les catégories caricature et éditorial. Le caricaturiste Serge Chapleau cumulait une cinquième mise en nomination d'affilée, ce qui est également un record, et son deuxième prix du concours. Dans la catégorie éditorial, Alain Dubuc a remporté le prix.

Le quotidien Le Soleil, de Québec, en la personne de Marc Duplain, a remporté les honneurs dans la catégorie conception et mise en page.

Le quotidien anglophone The Gazette a reçu trois prix dans les catégories sport, projet spécial et affaires. En sport, le journaliste Jack Todd a reçu le trophée pour un article de fond sur le hockey en Russie. Le prix projet spécial a été décerné à The Gazette pour sa série d'articles sur la population anglophone au Québec. Enfin, le journaliste William Marsden a enlevé les honneurs dans la catégorie affaires pour un article sur la contrebande du tabac.

Enfin, The National Post a remporté son premier prix du concours avec Christie Blatchford dans la catégorie chronique.

Suites de la une Le parti de Clark en déroute

LE PARTI / Suite de la page A1

« Je reconnais que cela se produit parce que Tom Long a des contacts à Bay Street, a-t-il dit, mais les gens d'affaires sont des gens pragmatiques et quand ils verront la performance de Tom Long et combien il gagne de votes, cela changera. »

Affirmant que les militants de son parti sont repartis hier de leur congrès moins inquiets qu'à leur arrivée, il s'est dit incapable de retenir les députés de son caucus qui pourraient être tentés de faire le saut à l'Alliance canadienne.

Jim Jones, seul député conservateur en Ontario, fait l'objet d'une cour intense du nouveau parti de la droite et il ne cache pas que son organisation et lui réfléchissent à leur avenir chez les bleus.

« Il serait bien fou de faire ça

(partir à l'Alliance), mais il se peut qu'il le fasse, ce serait sa décision », a lancé Joe Clark.

Les militants et les députés conservateurs, qui sont de plus en plus pressés de voir leur chef se présenter dans une élection partielle pour siéger finalement à la Chambre des communes devront attendre encore quelque temps avant de connaître ses intentions.

M. Clark a en effet indiqué hier qu'il ne sait toujours pas quand et où il pourrait se présenter. À moins d'un an des prochaines élections, les militants conservateurs voudraient voir leur chef aux Communes et plusieurs de ses députés lui ont même offert leur siège.

Dans un long discours de clôture de son congrès, Joe Clark a lancé un appel à l'aide à ses militants, un appel qui ressemblait davantage à une supplique qu'à un cri de rallie-

ment en vue de la prochaine bataille électorale.

« La vie publique n'est pas facile, ni pour vous, ni pour moi, a-t-il dit à ses supporters. J'ai vraiment besoin de votre aide. »

En attendant ce prochain rendez-vous avec l'électorat, les bleus se sont donné en fin de semaine un nouveau programme politique qui repose d'abord sur l'élimination de la dette nationale de 575 milliards, sur des baisses d'impôts et sur un réinvestissement en santé.

Le Parti conservateur se propose ainsi de biffer la dette en 25 ans, et d'adopter une loi en ce sens s'il est élu, d'éliminer les impôts sur les gains en capital et d'ajouter un sixième principe à la loi canadienne sur la santé, soit le financement permanent aux provinces par le gouvernement fédéral.

D'autre part, les conservateurs ont adopté dans la confusion et

l'empressement des politiciens envers les jeunes contrevenants qui se rapprochent beaucoup du projet de loi du gouvernement Chrétien.

La première mouture du cahier de résolutions abaissait à 10 ans l'âge auquel un enfant peut être condamné devant une cour d'adultes, mais les conservateurs ont finalement tranché, comme les libéraux, pour l'âge de 14 ans.

Sur le front constitutionnel, les militants ont évité soigneusement tout débat sur la reconnaissance de la société distincte du Québec ou tout nouvel arrangement politique. Joe Clark, par contre, a joué la carte de la main tendue, affirmant que son parti vise toujours l'électorat nationaliste québécois.

Quant aux problèmes lancinants de son parti, M. Clark affirme, mi-figue, mi-raisin, que son plus sérieux problèmes, ce sont les médias.

Le dernier message de Fatima révélé

LE DERNIER / Suite de la page A1

« Il est clair aujourd'hui que cet évêque vêtu de blanc se référerait à Jean-Paul II », a renchéri le porte-parole du Vatican, Joaquin Navarro-Valls, qui a ajouté, au sujet du troisième secret: « C'est un texte écrit en portugais dialectal, il faut le transcrire, et le pape y ajoutera son commentaire. » Il a précisé que le document serait rendu public dans les prochains jours.

Après son voyage en Terre sainte, le pèlerinage de Fatima revêtait une importance particulière pour Jean-Paul II, qui fêtera ses 80 ans la semaine prochaine, et qui, toute sa vie, a voué une vénération profonde à la Sainte Vierge.

L'attentat de la place Saint-Pierre s'est produit le jour anniversaire de la première apparition de Fatima. Un an plus tard, Jean-Paul II venait rendre grâce à la Vierge de Fatima. Il y retournait une deuxième fois en 1991, jour du dixième anniversaire de l'attentat.

Jean-Paul II avait fait sortir la balle extraite de son corps et l'avait disposée dans la couronne de la Madone de Fatima. À son arrivée vendredi soir, il a cette fois placé au pied de la statue une bague en or qui lui avait été donnée par son mentor, le cardinal Stefan Wyszyński, ancien primat de Pologne. Cette bague, a souligné le porte-parole pontifical, était l'« un des biens les plus précieux que possédait le pape ».

Dans son homélie hier, Jean-Paul II a brièvement évoqué l'attentat: « Je désire une fois de plus célébrer la bonté du Seigneur envers moi, quand, durement frappé ce 13 mai 1981, je fus sauvé de la mort », a-t-il dit. Le pape a toujours dit que la Vierge de Fatima avait détourné les balles d'Ali Agca, qui auraient dû être mortelles.

Jean Paul II a également exalté l'esprit de « sacrifice et de pénitence » de Francisco et Jacinta, et rendu un vibrant hommage aux « petits » et aux humbles, lors cette cérémonie.

Les deux enfants, âgés de 9 et 7 ans lorsque la

Vierge leur apparut en 1917, étaient issus d'une famille très modeste, et quasiment analphabètes. Francisco, le premier voyant, est mort le 4 avril 1919 à l'âge de 11 ans, victime de la grippe espagnole. Sa soeur, Jacinta, est morte des suites d'une pleurésie le 21 février 1920. Elle avait 9 ans.

Ils se sont offerts « héroïquement » comme « victimes », et, par « le sacrifice et la prière », ont consacré leur courte vie à « réparer les offenses commises par les pécheurs », a souligné le pape.

Certains catholiques se sont déclarés déçus par la révélation du fameux secret. « Ce n'est plus une prophétie. Je crois qu'il y a autre chose », a ainsi estimé Julio Estela, un Portugais de 33 ans. D'autres, au contraire, comme cette avocate de 31 ans, Lucia Dias, préfèrent parler d'un moment « merveilleux ». « Il connaissait la prophétie et il lui a survécu. Maintenant, il peut mourir. »

La fin d'un mariage

LA FIN / Suite de la page A1

Et dans sa maison secondaire de Long Island, elle a passé plusieurs week-ends avec Rudy, annonçant les tabloïds, tel un choeur dans une tragédie grecque.

En public, Rudy admet l'évidence: « Judi Nathan est une très bonne amie », dit-il. Selon un sondage instantané du Daily News, 77 % des New-Yorkais ne se formalisent pas de la liaison Rudy-Judi.

Mais Donna ne le prend pas. Le 6 mai, elle s'arrête sur le parvis de l'église Saint-Patrick pour s'adresser aux journalistes qui la suivent. Ainsi, avant d'aller rendre hommage au cardinal de New York, John O'Connor, mort trois jours plus tôt d'un cancer, la femme de Rudy avoue publiquement avoir

des « décisions » à prendre à propos de son mariage.

Les stratèges du maire commencent à trouver ça moins drôle. Au temps de Bill Clinton, un politicien américain peut survivre à l'adultère si sa femme ne se plaint pas publiquement. Mais peut-il résister à la colère médiatisée d'une épouse trahie?

Ici, il faut l'avouer, l'opéra tourne à l'opérette. On est enfin arrivé à ce fameux mercredi où New York a fait penser à une émission de Jerry Springer.

Le matin, un Rudy Giuliani ému comme jamais annonce à la presse qu'il se sépare de sa femme, mettant un terme à un mariage de 16 ans qui a produit deux enfants, âgés de 14 et 10 ans.

Comme tous les New-Yorkais, Donna suit l'affaire à la télévision.

Elle est, apprendra-t-on plus tard, furieuse. Rudy ne l'avait même pas prévenue de sa décision!

Quatre heures plus tard, la journaliste et actrice se présente à son tour devant les journalistes. Les larmes aux yeux, elle accuse son mari de l'avoir trompée deux fois plutôt qu'une: non seulement avec cette Judi Nathan de malheur, mais également avec l'ancienne directrice des communications de la Ville, Chrystine Lategano.

« Pendant des années, il m'a été difficile de participer à la vie publique de Rudy à cause de sa relation avec un membre de son équipe », dit Donna.

Bigre! Les tabloïds de New York capotent. Le lendemain, le Post et le Daily News publient des pages et des pages sur l'affaire. Même le New York Times se sent justifier d'en ra-

jouter. Quelle histoire privée publique!

Le matin, Rudy est de retour face à la presse. Retrouvant sa combativité habituelle, il nie avoir eu une liaison amoureuse avec Lategano, comme il l'avait fait il y a trois ans après la publication d'un article sur le sujet dans le magazine Vanity Fair.

Mais l'accusation de Donna sonne probablement le glas de la candidature de Rudy au Sénat. Dans les prochains jours, il annoncera son forfait, prédisent les pros de la politique. À les entendre, Giuliani n'a jamais vraiment voulu aller siéger à Washington, où il aurait dû pratiquer un art qui lui est inconnu, celui des compromis.

Dans la dissolution très publique de son mariage, il a trouvé une porte de sortie. Après une dernière aria, il s'éclipsera, côté jardin.

O Brother, un petit Coen

O BROTHER / Suite de la page A1

« La trame sonore a pris de plus en plus d'importance au fur et à mesure que nous développons le scénario. La musique a donné un ton au film », a-t-il enchaîné.

« J'ai grandi au Kentucky. Cette musique a toujours été au coeur de ma vie, même si je ne suis pas un grand fan », a aussi confié George Clooney, sans cesse harcelé par des journalistes américains sur son improbable retour à la télé-

série ER (youhou, on est à Cannes...).

Joel Coen, 45 ans, les cheveux longuets et les verres fumés accrochés à la chemise, est la vedette du célèbre tandem. Ethan, son cadet de deux ans, est nettement plus discret, avec ses airs d'informaticien. Tous les deux, cependant, semblaient ne pas avoir le courage d'affronter la presse hier, préférant tourner en dérision toutes les questions (elles n'étaient pas toutes niaises) qui leur étaient lancées.

« C'est un film qui évoque l'Odyssée parce que c'est l'histoire d'un prisonnier qui veut retour-

ner chez lui. Mais ni Ethan ni moi avons lu le livre d'Homère, dont on nous dit le plus grand bien », avouait par exemple — candidement ou maladroitement — Joel Coen.

« De toute façon, je ne travaille avec eux que pour l'argent », clamait sur le même ton badin John Turturro. Décidément, les chasseurs d'invitations cannois auraient mieux fait de rester couchés hier matin. Et nous aussi d'ailleurs. O Brother Where Art Thou? doit prendre l'affiche en Amérique du Nord en octobre.

L'élégance... sans griffe!



Renseignements : (514) 285-7272
Abonnement : (514) 285-6911

Télécopieur pour abonnement : (514) 285-7039
Lundi au vendredi de 6 h 30 à 17 h 30
Samedi de 7 h à midi
Dimanche de 7 h à 11 h

Rédaction : (514) 285-7070
Promotion : (514) 285-7100

Les petites annonces : (514) 285-7111
Télécopieur : (514) 848-6287

Lundi au vendredi de 8 h 00 à 17 h 30

Décès, remerciements : (514) 285-6816
Lundi au vendredi de 8 h 30 à 17 h 30

Grandes annonces
Détailants : (514) 285-6931
National, TéléPlus : (514) 285-7306
Carrières et professions,
Nominations : (514) 285-7320

Comptabilité
Grandes annonces : (514) 285-6892
Les petites annonces : (514) 285-6900

La Presse est publiée par: La Presse, Ltée,
7, rue Saint-Jacques, Montréal H2Y 1K9.
<http://lapresse.infinet.net>

Seule la Presse Canadienne est autorisée à diffuser les informations de La Presse et celles des services de la Presse Associée et de Reuters. Tous droits de reproduction des informations particulières à La Presse sont également réservés.

Envois de publication canadienne -
Contrat de vente numéro 0531650
Port de retour garanti. (USP5003692)
Champlain N.Y. 12919-1518.

LOTERIES

La quotidienne
à trois chiffres : 704
à quatre chiffres : 5723
6/49: 2 10 11 27 33 37 Compl. 7
Extra: 2 5 9 9 5 1

DEMAIN DANS LA PRESSE



Un vrai parti... prix

■ Si vous avez moins de 15 000 \$ à consacrer à l'achat d'un véhicule neuf, la Hyundai Accent se retrouvera assurément sur votre liste de magasinage. Complètement remodelée pour l'an 2000, le modèle d'entrée de gamme chez Hyundai ne manque pas d'attraits (dégagement intérieur accru, prix attrayant), mais notre collaborateur Éric LeFrançois est allé voir de plus près. Il nous fera part, demain dans le cahier Auto, de ses observations sur cette sous-compacte très prisée.

QUESTION DU JOUR

La Presse
Service Liaison

Vous voulez vous faire entendre?
Répondez à la question du jour:
— par téléphone, en composant le 514-285-7333;
— par Internet : <http://lapresse.infinet.net>

Joe Clark réussira-t-il à surmonter les obstacles qui se dressent devant le Parti conservateur?

Êtes-vous d'accord avec la décision de Québec de subventionner les emplois dans la Cité du commerce électronique?

À cette question posée hier, le pourcentage des réponses obtenues a été:

Oui: 41 %
Non: 59 %

NDLR: Ce sondage maison sert uniquement à prendre le pouls de nos lecteurs et n'a aucune prétention scientifique.

Actualités

L'EXPRESS
DU MATIN



12,5 millions pour les pistes cyclables

■ Le ministre délégué aux Transports, Jacques Baril, a annoncé l'investissement de 12,5 millions pour le développement des réseaux cyclables de la province au cours de l'année financière 2000-2001. Cette subvention se divise en deux parties. D'abord, 4 millions seront consacrés à la réalisation de 39 projets dans 12 régions du Québec afin d'ajouter 377 kilomètres de pistes à la Route verte. Les régions visées sont entre autres Chaudière-Appalaches, la Nouvelle-Beauce et Montmagny. Dans un second temps, 8,5 millions seront investis pour la réalisation de 124 kilomètres de voies cyclables, principalement des accotements asphaltés, un peu partout au Québec. Près de 80 de ces 124 km seront également intégrés à la Route verte. Cette dernière initiative s'inscrit dans le cadre de la politique sur le vélo de ce ministère dont un des objectifs est de favoriser l'aménagement de voies cyclables le long des routes. En 2005, les pistes cyclables faisant partie de la Route verte s'étireront sur 4000 km dans tous les coins de la province.

Les scouts participent au grand nettoyage de la région métropolitaine

■ Plus de 3000 jeunes scouts et guides de la grande région de Montréal ont participé hier au 9^e Enviro-Jam, un grand nettoyage dans une soixantaine de sites à Laval, Repentigny et sur l'île de Montréal. Selon les organisateurs, près de 40 tonnes de déchets devaient être recueillis au terme de la journée. Les jeunes en ont aussi profité pour planter des arbres.

Manif pour une loi anti-pauvreté

■ Le Collectif pour une loi sur l'élimination de la pauvreté a lancé officiellement, hier à Québec, la version finale de cette loi. Ce lancement a été appuyé par une manifestation devant l'édifice de l'Assemblée nationale où se sont rassemblés plusieurs participants de toutes les régions du Québec. Une pétition appuyant cette loi a déjà recueilli 166 000 noms.

Nouvelles accusations

■ David Wadsworth, 45 ans, directeur-adjoint de l'école John-Rennie, de Pointe-Claire, a comparu à nouveau, vendredi, en cour municipale de Montréal, afin de répondre à des accusations de possession de matériel pornographique et d'importation de matériel pornographique en plus de bris de condition de probation. Wadsworth faisait déjà face à 15 accusations d'agression sexuelle et de grossière indécence contre huit adolescents, sept garçons et une fille. Les actes qui lui sont reprochés sont survenus entre 1979 et 1986, alors qu'il enseignait dans une école primaire de Pincourt, dans l'ouest de l'île de Montréal.

Funérailles de Dédé Fortin

■ C'est lundi à Sorel que seront célébrées les funérailles d'André Dédé Fortin, le chanteur des Colocs, retrouvé sans vie mercredi par des amis. Hier, seuls ses parents et des amis intimes ont pu pénétrer dans le salon funéraire où il est exposé, à Sorel. Aujourd'hui, ce sera au tour de la colonie artistique de venir se recueillir.

À la recherche de Julie Surprenant : récompense en hausse

■ L'organisme de charité Jeunesse au Soleil a décidé de porter de 10 000 \$ à 15 000 \$ la récompense offerte par son département de prévention du crime afin de retrouver Julie Surprenant, disparue depuis l'automne dernier, à Terrebonne. L'organisme espère ainsi inciter les personnes qui pourraient savoir ce qui est arrivé à l'adolescente à communiquer avec la Sûreté du Québec (514 598-4242).

Solidarité en tête pour 5000 jeunes

Manif pacifique pour dénoncer les abus de la mondialisation

RAYMOND GERVAIS

Près de 5000 jeunes de 16 à 25 ans ont marché hier dans les rues de Montréal lors de la marche du Club 2/3, visant à dénoncer les abus de la mondialisation tout en proposant des actions positives en faveur de la solidarité internationale, du dialogue interculturel et du développement durable.

Les participants venaient de partout au Québec, mais aussi de pays aussi lointains que le Pérou, le Salvador, le Sénégal et le Burkina Faso.

Tout au long de l'année scolaire qui se termine, ces jeunes, intéressés par la solidarité internationale, ont par différentes activités amassé des fonds pour des projets précis dans des pays du tiers-monde.

Selon Sylvain Sicotte, chargé de programme au Club 2/3, plus de 40 000 \$ ont ainsi été accumulés et seront utilisés afin de financer des projets de développement dans les pays concernés.

C'est dans la gaieté et la bonne humeur que les jeunes ont marché du parc Laurier à la place Émilie-Gamelin.

Depuis maintenant 30 ans, la Marche 2/3 mobilise des milliers de jeunes engagés pour la cause de la solidarité internationale. Ils désirent ainsi démontrer leur solidarité avec les peuples du monde entier et leur engagement individuel et collectif pour un développement durable.

Cette année, le thème choisi était *Un monde en tête*. Ce thème veut rappeler le rôle majeur que joue l'éducation de base pour le développement équitable des peuples.

Maxime Lassailly, 18 ans, de la polyvalente Armand-Racicot à Saint-Jean-sur-Richelieu, a expliqué qu'il participait à la Marche 2/3 à cause



PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

De nombreux jeunes qui participaient hier à la Marche 2/3 s'étaient costumés et portaient des affiches et des banderoles afin de sensibiliser les adultes à leurs préoccupations face aux pays en voie de développement.

d'un pays qui lui tient à coeur, soit le Burkina Faso. La semaine dernière, Maxime a participé à une vente de fleurs pour la fête des Mères, dont l'objectif consistait à amasser des fonds pour ce pays d'Afrique. Des sucettes et des fruits exotiques ont aussi été vendus pour amasser des fonds.

Valérie Truchon, aussi étudiante, a précisé pour sa part qu'elle avait participé à des rencontres de classe afin de sensibiliser les jeunes et d'amasser des fonds pour le Burkina Faso. D'ail-

leurs, les fonds amassés par ces élèves serviront à l'alphabetisation des jeunes dans ce pays.

Chacune des 116 écoles qui participaient à l'événement avait choisi un pays à aider.

Hier, les jeunes étaient heureux de rencontrer d'autres personnes de leur âge et d'échanger des idées pour venir en aide aux pays en voie de développement. Plusieurs de ces élèves sont d'ailleurs allés dans des pays étrangers afin de se rendre compte par eux-mêmes de la pauvreté et des besoins des jeunes qui y vivent.

Poignardé à mort

RAYMOND GERVAIS

Un homme de 19 ans, Patrick Mac-Nicol, de Verdun, a été assassiné de plusieurs coups de couteau au thorax, vendredi soir.

Le meurtre est survenu entre la piste cyclable et la rive du fleuve Saint-Laurent, à l'arrière de l'auditorium de la municipalité. Ce sont deux passants qui ont fait la macabre découverte et qui ont alerté les policiers.

Lorsque les premiers agents sont arrivés sur les lieux, le jeune homme était mort. L'arme du crime n'a pas été retrouvée. Les enquêteurs ne possèdent que peu d'indices pour élucider ce crime. Il s'agit du 21^e meurtre à survenir sur le territoire de la CUM depuis le début de l'année.

Homme abattu

Par ailleurs, un homme de 50 ans, Raymond Perrier, a été abattu de plusieurs coups de feu vendredi vers 22h à Val-Barrette, dans les Laurentides, au moment où il se présentait en face d'une résidence située rue Hôtel-de-Ville. Une femme armée d'une carabine a ouvert le feu en sa direction à plusieurs reprises.

La femme en question, Lucienne Boudrias, a été arrêtée et a été accusée de meurtre, hier, au palais de justice de Mont-Laurier.

Les motifs qui ont poussé la femme à agir ainsi ne sont pas connus pour le moment.

C'est la Gendarmerie royale du Canada qui a été chargée de l'enquête dans cette affaire, puisque les agents de la Sûreté du Québec ne se rendent plus sur les scènes de crime le soir et les week-end.

Fusillade

À Montréal, les enquêteurs de la section des homicides nagent toujours en plein mystère au sujet de la fusillade survenue en fin de journée vendredi à Saint-Laurent, où deux hommes assis dans une automobile ont été criblés de balles. Un des blessés se trouve toujours à l'hôpital dans un état critique. Les médecins ne craignent pas pour la vie du second.



PHOTO YVON GAGNON, collaboration spéciale

Un adolescent de 17 ans est mort, tandis que trois autres personnes ont été blessées dans la nuit de vendredi à samedi, à L'Ange-Gardien, lorsque leur véhicule a dérapé, puis s'est enroulé autour d'un poteau d'Hydro-Québec.

Alcool et vitesse tuent

RAYMOND GERVAIS

Un adolescent de 17 ans a perdu la vie peu après minuit, hier, lorsque l'automobile dans laquelle voyageait a heurté de plein fouet un poteau d'Hydro-Québec après avoir dérapé.

L'accident est survenu sur la route 235 à L'Ange-Gardien, lorsque le chauffeur, âgé de 18 ans, a perdu la maîtrise de son véhicule.

La victime a été identifiée comme étant Richard Desmarais. Deux autres jeunes passagers ont été blessés dans l'accident. Quant au conducteur, des tests sanguins ont été effectués et des accusations pourraient être portées contre lui si les analyses révèlent qu'il conduisait un véhicule avec les facultés affaiblies par l'alcool.

À Saint-Ambroise, au Saguenay—Lac-Saint-Jean, un autre adolescent a perdu la vie dans un accident de la circulation survenu sur la route 172 à la sortie d'une

courbe. Le jeune homme, seul à bord, a perdu la maîtrise de son automobile et fait plusieurs tonneaux. La vitesse est à l'origine de l'accident. La victime a été identifiée comme étant Frédéric Renaud, 17 ans, de Saint-Ambroise.

Sur la Côte-Nord, à Pointe-Lebel, un automobiliste de 36 ans, Roch Hamilton, de Pointe-Lebel, a été retrouvé sans vie dans sa voiture hier matin par des passants. Tout indique que l'automobiliste a fait plusieurs tonneaux durant la nuit.

L'opposition se plaint d'être bâillonnée

MARTINE ROUX

Le conseiller municipal Marvin Rotrand en a marre de passer ses week-ends à éplucher des dossiers complexes en quatrième vitesse.

Non seulement les conseillers sont-ils informés à la dernière minute du menu de la prochaine assemblée du conseil, dit-il, mais de plus, des notes complémentaires at-

terrissent parfois sur leurs bureaux au beau milieu de la séance!

Ainsi, en prévision de la dernière assemblée du conseil, seulement 30 des 118 dossiers inscrits à l'ordre du jour ont été acheminés aux conseillers une semaine avant la séance. Les élus ont reçu les 88 autres dossiers dans la soirée du 13 avril, soit deux jours « ouvrables » avant l'assemblée.

« La situation empire chaque mois, affirme le chef de la Coalition démocratique. Nous avons besoin de ces documents au moins une se-

maine avant la séance afin de faire nos recherches, comme des appels téléphoniques ou des consultations de documents d'archives. Pour l'instant, nous ne pouvons pas jouer correctement notre rôle d'opposition. »

Lors de la dernière séance, les conseillers ont reçu à 20h30 une vingtaine de pages de notes explicatives concernant le centre de transbordement des déchets Mactrec, l'un des dossiers de l'heure. « J'ai demandé qu'on repousse l'étude de ce dossier au lendemain

après-midi ou deux jours plus tard, poursuit M. Rotrand. Cela m'a été refusé alors qu'il était clair que la séance se poursuivrait tard ce soir-là et que Mactrec serait abordé tôt le lendemain matin. »

Marvin Rotrand a récemment fait part par écrit de ses frustrations au leader du parti au pouvoir, Pierre-Yves Melançon. « Je n'ai pas eu de réponse. J'ai l'impression que l'administration Bourque considère l'opposition davantage comme une nuisance publique que comme un élément de démocratie. »

Politique

Québec exportera ses programmes de formation

DENIS LESSARD
envoyé spécial, BUENOS AIRES

Oubliez les pâtes et le papier, l'aluminium en lingots et le fer en boulettes. Le Québec est désormais prêt à exporter son système d'éducation, plus exactement son expertise dans la formation des techniciens au collégial.

Pas moins de huit cégeps publics sont représentés dans la délégation de Mission Québec, une opération essentiellement commerciale qui, jusqu'au 20 mai, accompagnera le premier ministre Lucien Bouchard en Argentine et au Chili.

Aucun contrat mirobolant n'est à attendre de cette tournée. Un peu comme André Caillé, président d'Hydro-Québec, beaucoup de dirigeants d'entreprises se disaient en mode « exploratoire ». M. Caillé venait vérifier un projet de privatisation d'une centrale de 900 mégawatts à Cordoba, ville voisine de Buenos Aires. Comme le Québec de l'après-verglas, l'Argentine veut aussi procéder au « bouclage » de son réseau pour en garantir la stabilité, rappelle-t-il, ironique. Cette décision suppose des contrats de construction de lignes de transport où Hydro-Québec, éventuellement, pourrait tenter sa chance.

Pour lancer cette cinquième Mission Québec, Lucien Bouchard participera symboliquement ce matin à la « livraison », à Cordoba, d'un appareil Regional Jet de Bombardier. La firme aérienne argentine Southern Winds a déjà conclu une entente pour louer une douzaine de ces appareils à 50 places, une solu-

tion pour rentabiliser les liaisons moins utilisées.

M. Bouchard est arrivé, sans tambour ni trompette, vendredi soir, à Buenos Aires, accompagné d'une centaine de gens d'affaires et, fait inusité pour ce genre de mission, d'une quarantaine de représentants d'institutions, surtout du réseau de l'éducation. Hier, à travers les grillades, les danses et les chants d'un « asado », un BBQ traditionnel argentin, les représentants des cégeps parlaient tous d'un objectif commun : intéresser les responsables des systèmes d'éducation des deux pays à ce qui se fait au Québec du côté de la formation de techniciens, un secteur où son excellence est reconnue.

« À Toronto, le seul Collège de Seneca attire 1600 élèves étrangers par année ; en Alberta, le Mount-Royal obtient 600 inscriptions, tandis que pour tout le Québec, au collégial, on ne forme que 150 techniciens de l'extérieur », souligne Gaétan Boucher, de la Fédération des cégeps. Selon lui, comme les établissements ne reçoivent pas un sou de plus pour les inscriptions qu'elles vont chercher à l'étranger, elles n'y voient guère d'avantage.

Mais hier, l'entrepreneur-ministre de l'Éducation, François Legault, s'est dit prêt à apporter les changements nécessaires aux lois régissant le financement des universités et des cégeps pour que les établissements soient incités à accepter davantage d'élèves étrangers.

« Actuellement, tout ce qui est reçu en droits de scolarité est recyclé au niveau provincial, cela manque d'incitation pour les établissements. Je voudrais qu'on soit plus agressifs », a dit M. Legault. Pour y arriver, les établissements, universitaires comme collégiaux, devraient pouvoir garder une partie des droits de scolarité provenant des inscriptions qu'elles obtiennent par leurs représentations. Au cours des cinq dernières années, le Québec a injecté 600 millions dans la formation technique au niveau collégial, et son excellence est reconnue partout, insiste-t-il.

Devant les 300 convives de l'asado donné par la municipalité de St-Martin, dans un lycée militaire, gardé par des soldats en armes, en banlieue de la capitale, M. Legault a rappelé la volonté du Québec de diversifier ses marchés d'exportation — 85 % vont actuellement aux États-Unis. Il a été applaudi après avoir lancé : « L'Argentine sera notre porte d'entrée en Amérique du Sud comme le Québec sera celle de l'Argentine en Amérique du Nord ! »

M. Legault a expliqué que le Québec ne pouvait que gagner à avoir des élèves étrangers. Souvent,

ils décident de rester au Québec, une bonne nouvelle pour un territoire frappé par la dénatalité, observe-t-il. S'ils repartent, les bénéfices ne disparaissent pas pour autant ; ils contribuent à accroître le « réseau » des étrangers formés au Québec, une formule qui a toujours bien servi l'Université McGill, reconnue dans le monde, a expliqué M. Boucher.

Tripler en trois ans

Le nombre d'étrangers admis au Québec au collégial pourrait facilement tripler et passer à 500 par année d'ici trois ans, estime-t-il.

Curieusement, des pays comme l'Argentine et le Chili ne manquent pas d'ingénieurs, mais bien de techniciens de bon niveau. Au Chili, « le ratio est de cinq ingénieurs pour un technicien, alors que cela devrait être l'inverse », note Jean-Denis Leduc, directeur du cégep de Trois-Rivières, venu prospecter davantage d'élèves en technologie des pâtes et papier.

Hélène Brassard, du cégep Maisonneuve, est à la recherche d'acheteurs pour les programmes de techniciens pour l'industrie chimique et pour l'adaptation linguistique des logiciels. Le cégep de Saint-Hyacinthe a déjà eu des ententes pour la formation de jeunes étrangers en agriculture ; cette fois on veut ouvrir sur la formation de techniciens du secteur textile, explique Alice-Éva Daigle. Les collèges privés sont aussi intéressés.

Martin ne craint pas l'Alliance canadienne

ALEXANDRE SIROIS

Le nouveau parti fédéral de droite, l'Alliance canadienne, n'inquiète pas outre mesure le ministre des Finances Paul Martin, qui estime que la formation politique n'arrivera pas à ravir l'Ontario aux libéraux.

« Je vois mal l'Alliance faire des percées au Québec et dans les provinces atlantiques. Je vois mal le Parti conservateur revenir dans l'Ouest canadien. Alors, vraiment, l'enjeu, c'est l'Ontario », a-t-il expliqué d'emblée, hier, lors d'une entrevue éditoriale à *La Presse*.

« Et ce qu'on oublie, c'est que la majorité des conservateurs (ontariens), à part (le premier ministre) Mike Harris, sont plus proches des libéraux qu'ils le sont de l'Alliance. Alors j'ai beaucoup de difficulté à voir l'Alliance faire des percées importantes en Ontario », a ensuite affirmé M. Martin.

« J'arrive de ma ville natale, dans la région du Sud-Ouest ontarien. C'est une région où l'Alliance devrait être forte et elle ne l'est pas », a ajouté le ministre, question de prouver ce qu'il avançait.

Interrogé sur les motivations du premier ministre Chrétien, qui semble pour sa part prendre au sérieux la menace représentée par l'Alliance canadienne, la dénonçant déjà vigoureusement dans ses discours, M. Martin a insinué que c'était dans l'ordre des choses. « C'est l'opposition. (...) On a une opposition et il faut toujours surveiller l'opposition. Mais jusqu'ici ce n'est pas tellement inquiétant », a-t-il dit.

M. Martin a tout de même admis que l'éventuelle disparition du Parti conservateur pourrait « certainement donner plus de votes » aux réformistes nouveau genre. Il a cependant rappelé que de nombreux supporters de l'un des candidats au leadership du nouveau parti, l'Ontarien Tom Long, quitteront l'Alliance canadienne si leur poulaïn ne prend pas la tête de la formation politique.

Quant au cheval de bataille de l'Alliance canadienne, la réduction des impôts, M. Martin se targue d'avoir mieux fait en la matière que l'un des candidats vedettes à la tête du nouveau parti, le ministre des Finances de l'Alberta Stockwell Day. « D'abord, notre baisse d'impôts, pour la classe moyenne, a été supérieure au taux d'imposition unique de Stockwell Day, en Alberta, a affirmé M. Martin. À un tel point que Stockwell Day a été obligé de retourner et de dire : je vais baisser mon taux d'imposition unique encore plus, parce que la baisse d'impôts fédérale est supérieure à la nôtre pour la classe moyenne. »

Le ministre fédéral des Finances a de plus assuré qu'il allait « baisser les impôts encore plus », mais il s'est dit, du même coup, troublé par la teneur des débats politiques canadiens. Des débats monopolisés par le discours sur les réductions d'impôts, mais muets sur les façons de « créer une économie moderne ».

« On a un débat sur : vous devriez baisser les impôts, vous devriez baisser la dette, vous devriez hausser l'argent à mettre dans la santé... Mais on n'a pas de débat sur les objectifs qu'il faut atteindre. »

Cossette-Trudel quitte la présidence des jeunes du PQ

ANDRÉ DUCHESNE

Des querelles internes au sein du Comité national des jeunes (CNJ) du Parti québécois ont conduit hier à la démission du président Alexis Cossette-Trudel, élu à ce poste il y a à peine deux mois.

« Des membres du CNJ étaient insatisfaits du travail effectué par certains élus au comité exécutif. Moi-même, je n'étais pas satisfait de leur rendement et je leur avais demandé de quitter. Mais je prends le blâme et je donne l'exemple. Je n'ai pas réussi à fouetter les troupes », a indiqué le jeune président de 27 ans au cours d'une entrevue avec *La Presse*.

M. Cossette-Trudel a également relevé, en guise d'explication, l'insatisfaction exprimée par la moitié des 17 présidents régionaux devant le peu de résolutions du CNJ adoptées au récent congrès national du PQ. « D'autres regroupements du parti ont fait adopter des propositions dont le contenu reflétait l'esprit de nos demandes. Dans les faits, peu de nos résolutions ont été adoptées mais l'essence de celles-ci a passé », s'est-il défendu.

Il ne croit pas que l'échec du CNJ à faire adopter une proposition en faveur de l'abolition de la loi 86 (sur la langue d'affichage) au congrès de la semaine dernière a mené à cette querelle interne.

D'ici l'élection d'une autre personne à la présidence, le vice-président du CNJ, Bernard Babin, assurera l'intérim.

Un peu vite ?

Élu le 5 mars dernier, M. Cossette-Trudel n'a-t-il pas jeté l'éponge un peu vite ? La question devrait être posée aux insatisfaits, a-t-il répondu. « Pourtant, je crois qu'en dépit de mon inexpérience, j'aurais été un excellent porte-parole des jeunes », ajoute-t-il.

Il croit qu'une de ses erreurs est d'avoir mis la barre trop haut, trop vite. Par contre, il reproche à ses détracteurs de ne pas avoir noté que le CNJ a fait adopter une importante résolution sur la place des jeunes dans le parti au cours du dernier congrès.

L'élection de cet étudiant en sciences politiques, fils des ex-felquistes Jacques Cossette-Trudel et Louise Lancôt, avait fait grincer des dents au sein du CNJ. Un des deux candidats défaits, Mathieu Lachaine, l'avait traité de « carriériste mou » et accusé d'avoir mené une campagne de salissage.

En dépit de sa démission, M. Cossette-Trudel entend demeurer membre du PQ et réaliser ce qui lui plaît le plus, « prendre le bâton du pèlerin et expliquer la souveraineté du Québec ».

SEARS

PRIX EN VIGUEUR JUSQU'AU DIMANCHE 21 MAI 2000, DANS LA LIMITE DES STOCKS

Pneus toute-saison
BF Goodrich PLUSPneus à sculpture toute-saison conçue par ordinateur.
Série n° 36000

TOUS LES 13 POUÇES

39⁹⁹
Chac.

TOUS LES 14 POUÇES

49⁹⁹
Chac.

TOUS LES 15 POUÇES

59⁹⁹
Chac.GARANTIE DE
90 000 km
CONTRE L'USURE*

Pneus BFGoodrich Plus		
Dimensions	Rég. Sears	Soldé, chac.
P155/80R13	59,99	39,99
P175/80R13	71,99	39,99
P185/80R13	76,99	39,99
P185/75R14	80,99	49,99
P195/75R14	82,99	49,99
P205/75R14	85,99	49,99
175/70R13	74,99	39,99
185/70R13	78,99	39,99
P185/70R14	83,99	49,99
P195/70R14	89,99	49,99
P205/70R14	92,99	49,99
P215/70R14	95,99	49,99
P205/70R15	96,99	59,99
P175/65R14	82,99	49,99
P185/65R14	85,99	49,99

Avec la garantie contre les avaries rouillères.*
*Détails complets de la garantie chez Sears
Autres formats aussi en solde

NP0531000

Copyright 2000, Sears Canada Inc.

SEARS

ANJOU*
353-7770LAVAL*
682-1200BROSSARD*
465-1000ST-BRUNO
441-6603LASALLE*
364-7310ST-LAURENT*
335-7770

* COMPOSEZ LE POSTE 228

PAS DE PAIEMENT
AVANT NOVEMBREpour tous les services
et produits automobiles

de plus de 200 \$

Détails en magasin

2805186

loto-québec

649

Tirage du
2000-05-13

02 10 11 27 33 37

Numéro complémentaire: 07

résultats

49

Tirage du
2000-05-13

08 11 29 38 42 43

Numéro complémentaire: 23

Banco

Tirage du
2000-05-1317 18 19 21 23
26 30 32 34 37
39 41 43 46 47
50 57 60 61 70

Quatre-vingt

Tirage du
2000-05-133 4
704 5723

Extra

Tirage du
2000-05-12

NUMÉRO: 201733

Extra

Tirage du
2000-05-13

NUMÉRO: 259951

SUPER 7

Tirage du
2000-05-12

08 09 10 22 32 39 43

Numéro complémentaire: 16

Ventes totales: 8 390 948 \$

Prochain gros lot (approx.): 5 000 000 \$

GAGNANTS

LOTS

7/7	0	2 500 000,00 \$
6/7+	0	154 897,30 \$
6/7	44	3 080,30 \$
5/7	3 253	148,80 \$
4/7	67 571	10,00 \$
3/7+	65 292	10,00 \$
3/7	567 867	participation gratuite

TVA, le réseau des tirages de Loto-Québec

Les modalités d'encaissement des billets gagnants paraissent au verso des billets.
En cas de disparité entre cette liste et la liste officielle de L-Q, cette dernière a priorité.

Grand-maman Nini



Stéphane Laporte

collaboration spéciale

Dimanche dernier, je suis chez ma mère. Je suis venu souper. Ma mère est contente. Moi aussi. On ne se voit pas assez souvent. Je suis tellement occupé. Juste au moment où on se met à table, le téléphone sonne. Dring ! Dring ! La sonnerie donne un coup de plus. C'est un interurbain. Ça doit être Campbellton, Nouveau-Brunswick. Là où habite mon frère. Ma mère répond. Avec joie...

« — Allô ?
— Allô Nini, comment ça va ? »

C'est la petite voix douce de Geneviève, la plus jeune de mon frère. Tous les dimanches, ses soeurs et elle appellent Nini. Oui, Nini, c'est ma mère. Quand elle était petite, la plus vieille de mon frère, Marjolaine, n'était pas capable de dire grand-maman Léonie. Elle disait juste Nini. Ses soeurs ont fait comme

elle. Et nous aussi. Depuis ce temps, tout le monde appelle ma mère Nini.

Geneviève raconte sa semaine à sa grand-mère. Son école, sa nouvelle poupée, ses dessins. Puis elle lui passe sa grande soeur Gabrièle. Gabrièle aussi raconte sa semaine à sa grand-mère. Son école, son spectacle de fin d'année, sa belle robe. Puis elle lui passe sa grande soeur Valérie. Qui raconte aussi sa semaine à sa grand-mère. Son école, son permis de conduire, son camp d'été...

Ça va faire une heure qu'on est à table. J'ai fini de manger mon steak. Ma mère ne m'a pas encore dit un mot. Ses petites-filles l'accaparent totalement. Je ne m'en offusque pas. Au contraire. Je trouve ça beau. Très beau. Entre les filles de mon frère et leur grand-maman, c'est le grand amour. Ça doit venir de là le grand dans grand-maman. Grand comme dans grand amour.

Il y a 18 ans, la vie pour ma mère était bonne et tranquille. Très tranquille. Sa famille était élevée. Son plus vieux, Bertrand, avait 28 ans, ma soeur Dominique avait 24 ans, et son bébé, moi-même, en avait 21. On n'était plus des enfants. On vivait notre vie. Et ma mère pouvait enfin vivre la sienne. Faire son tai chi. Aller à l'aqua-forme. Voyager. Visiter les musées. Elle était heureuse, ma mère. Mais peut-être pas autant qu'au temps où nous étions petits. Au temps où elle prenait soin de nous. Qu'elle nous voyait sourire, rire et rêver. Qu'elle nous donnait la main et nous embrassait les petits pieds. Bien sûr, ce n'était pas toujours drôle.

Mais c'était toujours important. Ce n'était pas un passe-temps. C'était le bon temps. Mais il fallait bien qu'on devienne grand. C'est comme ça. Il fallait bien qu'on ait 20 ans. Et qu'elle ne les ait plus. Ma mère ne s'en plaignait pas. Ma mère ne se plaint jamais.

Et puis un jour, Marie-Andrée, la femme de mon frère, a mis au monde Marjolaine. Et ma mère a eu 20 ans. Pour la seconde fois. Elle a pris soin de Marjolaine, comme elle prenait soin de nous. Elle l'a vue sourire, rire et rêver. Elle lui a donné la main et lui a embrassé les petits pieds. Et elle a fait la même chose avec ses trois soeurs. Pour leur plus grand bonheur. Et le sien.

Être grand-mère ou grand-père, c'est un miracle. C'est la seule chance qu'on a dans la vie de revenir en arrière, de recommencer le voyage, de rajeunir. D'aimer un enfant autant qu'on a aimé le sien. D'en être complètement gaga. D'en avoir tous les bons côtés. Et quand ça devient moins drôle, on le redonne à ses parents ! C'est le monde idéal. Être grand-mère ou grand-père, c'est un cadeau de Dieu. Ma mère croyait que la vie lui avait donné le bonheur trois fois. C'est tout. Et voilà qu'elle le lui donne une quatrième fois. Et une cinquième fois ! Et une sixième fois ! Et une septième fois !

Depuis 18 ans, plusieurs fois dans l'année, ma mère garde les quatre filles de mon frère. Mais ce sont surtout les filles de mon frère qui gardent ma mère... jeune ! Car même si les petites filles sont maintenant presque des

grandes filles, elles aiment toujours autant être avec leur grand-mère. C'est leur amie Nini. Pour la vie. Même que si Marjolaine, la plus vieille, ne parle pas, en ce moment, au téléphone avec sa grand-mère, c'est parce qu'elle est assise à côté d'elle ! Elle est venue étudier à Montréal. Pour aller à Brébeuf. Mais, surtout, pour être proche de sa Nini.

L'amour, entre une grand-mère et ses petits-enfants, est un amour parfait. Sans problème. Sans conflit.

Finalement, ma mère a raccroché le téléphone. Et elle a passé le restant de la soirée à me raconter ce que ses petites-filles lui avaient dit ! Les yeux tout heureux. Tous les dimanches, les filles de mon frère appellent ma mère. Et tous les dimanches pour ma mère, c'est la fête des grands-mères !

Aujourd'hui, c'est la fête des Mères officielle. Mais je n'irai pas souper chez ma mère. Pas parce que je suis un fils ingrat. Parce que ma mère est au Nouveau-Brunswick. Elle a fait 11 heures de train pour aller voir le spectacle de Gabrièle. Sa classe présente *Notre-Dame de Paris*. Et c'est Gabrièle qui joue Esméralda. Nini n'aurait jamais manqué ça !

Ça va donc être à moi d'appeler ma mère à Campbellton. Pour lui souhaiter bonne fête des Mères. J'espère que mes nièces vont accepter de me prêter Nini quelques secondes !

Bonne fête à toutes les mamans et à toutes les grands-mamans ! Avec tout l'amour que vous nous avez donné, ça prend au moins deux générations pour vous le rendre. Gros becs.

La couronne nord fourbit ses armes

Les 27 municipalités soumettront le projet Harel à un référendum commun

ANDRÉ DUCHESNE

« Êtes-vous d'accord avec le projet de la ministre Harel qui force les municipalités de la couronne nord à faire partie de la Communauté métropolitaine de Montréal (CMM) ? Oui. Non. »

Telle est la question qui sera soumise à la population des 27 municipalités de la couronne nord de Montréal lors d'un référendum commun portant sur le projet de création de la CMM — annoncé en mars par la ministre des Affaires municipales Louise Harel — et qui se tiendra du 14 au 18 juin.

Quelque 150 représentants — préfets, maires, conseillers — de cette région ont unanimement adopté une résolution décrétant la tenue de cette consultation populaire à l'occasion d'une rencontre, vendredi soir à Deux-Montagnes.

Tout en annonçant la tenue du référendum, les élus fourbissent leurs armes, car ils sont unanimement contre l'intégration de leurs municipalités à la Communauté métropolitaine de Montréal, cet organisme qui remplacera la CUM à compter du 1er janvier 2001.

« Nous allons faire la même campagne publicitaire et avoir tous les mêmes panneaux contre le projet. Nous prévoyons également un minimum de deux activités par semaine, incluant des assemblées où les citoyens pourront s'exprimer, qu'ils soient pour ou contre », a indiqué hier le porte-parole des municipalités de la couronne nord et maire de Rosemère, Yvan Deschênes.

Ce dernier n'en démord pas. La création de la CMM se traduira par une hausse de la facture pour les municipalités de la couronne nord

qui devront participer au financement des équipements dits régionaux, incluant ceux qui ne se trouvent pas sur leur territoire.

Et une facture plus élevée pour les villes équivalent au bout du compte à une hausse de taxes pour les contribuables, ajoute-t-il.

M. Deschênes s'en est pris hier à l'argument de la ministre Harel voulant que la création de la CMM soit le reflet de l'interdépendance

entre les villes de l'île de Montréal, de la Rive-Sud et de la couronne nord.

« Une étude dévoilée lors du récent lancement du plan de transport du ministre Guy Chevrette démontre que 80 % de tous les déplacements effectués par nos citoyens le sont dans la région, incluant Laval. Seulement 8 % de ces déplacements sont faits vers le centre-ville de Montréal. Cela démontre

notre autonomie. Nous ne sommes nullement dépendants de Montréal », insiste-t-il.

M. Deschênes ajoute que la ministre des Affaires municipales sera obligée de tenir compte des résultats du référendum de juin. La couronne nord compte 450 000 personnes.

Les élus de cette région ont par ailleurs indiqué être sensibles à certains problèmes à caractère ré-

gional, tel le transport en commun, et assurent vouloir poursuivre les discussions avec Québec pour en venir à une solution.

Yvan Deschênes n'était pas en mesure de préciser hier le coût du référendum. « Mais pour Rosemère qui compte 14 000 habitants, ce sera environ 15 000 \$. C'est beaucoup moins que les coûts engendrés par la réforme de Mme Harel », a-t-il plaqué.

Duel au Canyon

Quelle beauté, ces paysages de l'île d'Orléans. C'est pour toute la famille.
Le Journal de Montréal

Mes enfants ont adoré !
Louise Giasson, Saint-Bruno

Attachez bien vos ceintures !
Le Journal de Montréal

Un 3D à couper le souffle !
Le Courrier du Sud

EXPERIENCE 3D

IMAX®

LES AILES

Mail Champlain
2153 boul. Lapinière
Brossard

INFORMATION
(450) 672-IMAX

RÉSERVATION
ADMISSION
(514) 790-1245

PREMIER FILM 3D ENTIÈREMENT QUÉBÉCOIS

SIMPLEMENT LE MEILLEUR

Transport et préparation inclus

Nous vous attendons pour le Barbecue du millénaire Mardi 16 mai à partir de midi

Le PT Cruiser est arrivé, venez en faire l'essai.

Wow!

Mensualité	Comptant ou échange
290\$	2 995\$
335\$	1 495\$
379\$	0\$

Location 36 mois*

Des changements d'huile et filtres gratuits

* Photos à titre indicatif seulement. * Taxes en sus. Allocation 61 200 km, 12¢ du km additionnel. Premier versement et dépôt de sécurité pourraient être exigés.

Certifié Chrysler 5 étoiles ★★★★★ ISO 9002

des Sources PRÉAUTORISATION DE CRÉDIT SUR LE SITE

3400, boul. des Sources, D.D.O.
685-3310 • 875-3931

www.dessources.com

Solde de la Fête des Mères

Rabais jusqu'à 80%

Benix offre le plus grand choix d'articles ménagers de grande marque et aux plus bas prix!

Ens. de gobelets en verre, 24 pièces 1999\$ Cour. 49,99\$	Panier à pique-nique de luxe avec service pour 4 personnes 2499\$ Cour. 59,99\$	Ens. de 4 boîtes étanches, gaufrées 3999\$ Cour. 79,99\$
Service en porcelaine 47 pièces 5999\$ Cour. 249,99\$	GRATUIT! Batterie en acier inox 7 pièces avec poêle antiadhésive Silverstone Porte-couteaux 7 pièces Valeur de 15\$ Prime à l'achat de la batterie 7 pièces 7999\$ Cour. 159,99\$	

PLUS GRAND CHOIX! Avec une sélection de milliers d'articles, Benix est devenu le plus important fournisseur d'articles ménagers de grande marque.

Benix achetez directement du fabricant afin d'éliminer les intermédiaires coûteux et vous faire profiter des économies.

EST GARANTI. Montrez-nous un article identique vendu moins cher et non seulement nous vous le donnerons aussi mais nous vous rembourserons la différence.

BENIX & Co.

IMPORTATEURS D'ARTICLES MÉNAGERS DE QUALITÉ

Lundi-merc., 10-18 h • Jeudi et vend., 10-21 h
Sam., 9-17 h • Dim., 10-17 h

Magasinez tôt pour un meilleur choix.
Nous nous réservons le droit de limiter les quantités.

MAGASINEZ NOS 2 ENTREPRISES GÉNÉRALISTES!

DEUX IMMENSES MAGASINS REMPLIS D'AUBAINES!

7335 BOUL. DÉCARIE
angle Jean-Talon et station Namur

3213 AUTOROUTE 440
Chomedey, Laval, en face du Carrefour Laval à côté de Yellow Plus

Prudence avec les BBQ

RAYMOND GERVAIS

Quoi de plus agréable, par un beau soir d'été, que de cuisiner à l'extérieur. C'est facile et sans danger, en autant qu'on respecte certaines règles de base.

Mais l'an dernier, 98 incendies reliés à l'utilisation de poêles BBQ se sont produits au Québec, soit une hausse de 25 % par rapport à l'année précédente. Pour mettre un frein à cette augmentation, les pompiers du Québec ont entrepris de rappeler au public les grandes règles de sécurité à suivre pour l'entretien et l'utilisation d'un barbecue.

En collaboration avec les supermarchés Provigo et Kraft Canada, les pompiers sont allés hier dans les stationnements des supermarchés distribuer des dépliants contenant des conseils pratiques se rapportant aux appareils.

Selon les pompiers, la négligence et l'imprudence sont les principales causes de ce type d'incendie. Les pompiers se livrent à cette opération de prévention pour la deuxième année consécutive.

Le lieutenant François Gendron, du Service de prévention des incendies de Montréal, a expliqué hier qu'il était très important de suivre quelques règles de base avant de réutiliser le barbecue pour la première fois de la saison. Ainsi, si la bonbonne de gaz a été débranchée du tuyau flexible durant l'hiver, il est important de nettoyer ce dernier afin d'enlever les fils d'araignée et les insectes qui auraient pu y élire domicile. Ne pas le faire pourrait bloquer l'alimentation du gaz ou provoquer une explosion. Une inspection minutieuse du tuyau flexible et des raccords est aussi très importante afin de déceler les fuites. De plus, la bonbonne ne doit jamais être entre-

posée à l'intérieur d'une résidence ou d'un garage. Lors du remplissage, il est important de ne pas trop remplir la bonbonne. Il faut toujours la transporter debout et s'assurer qu'elle ne peut verser sur le côté lors du transport dans une automobile. Le coffre de la voiture doit aussi rester ouvert.

Lors de l'allumage, il faut que le couvercle du barbecue soit ouvert; on doit appuyer sur l'ignition automatique en même temps que l'on ouvre le gaz. Si le brûleur refuse de s'allumer, il faut attendre cinq minutes afin de laisser évaporer les vapeurs de gaz avant de recommencer. Ignorer cette consigne pourrait être très dangereux. Si l'allumeur automatique ne fonctionne pas, on peut utiliser l'allume-feu ou une longue allumette de bois. Il faut toujours allumer le poêle avant d'ouvrir les contrôles de gaz et toujours présenter la flamme par l'orifice à la base du poêle, habituellement placé sur le côté.

Si jamais un incendie se déclare dans le tuyau flexible ou à la base du poêle, il est préférable de s'éloigner et d'appeler les pompiers. Tenter de fermer le robinet de la bonbonne pourrait être dangereux.

Cette opération de prévention s'inscrit dans le cadre d'une collecte de fonds au profit de la Fondation des pompiers du Québec pour les grands brûlés. Du 8 au 21 mai, Kraft Canada versera 10 cents à la Fondation, jusqu'à concurrence de 15 000 \$, pour chaque produit sélectionné vendu dans les 167 magasins Provigo participants au Québec.

En Amérique du Nord, quelque 3 milliards de repas sont cuits chaque année sur barbecue. Au Canada, 53 % des ménages possédaient un barbecue au gaz en 1997, contre 19,4 % en 1984.

L'opération BBQ, parrainée par l'Association des chefs de services d'incendie du Québec, se poursuit aujourd'hui et le week-end prochain.

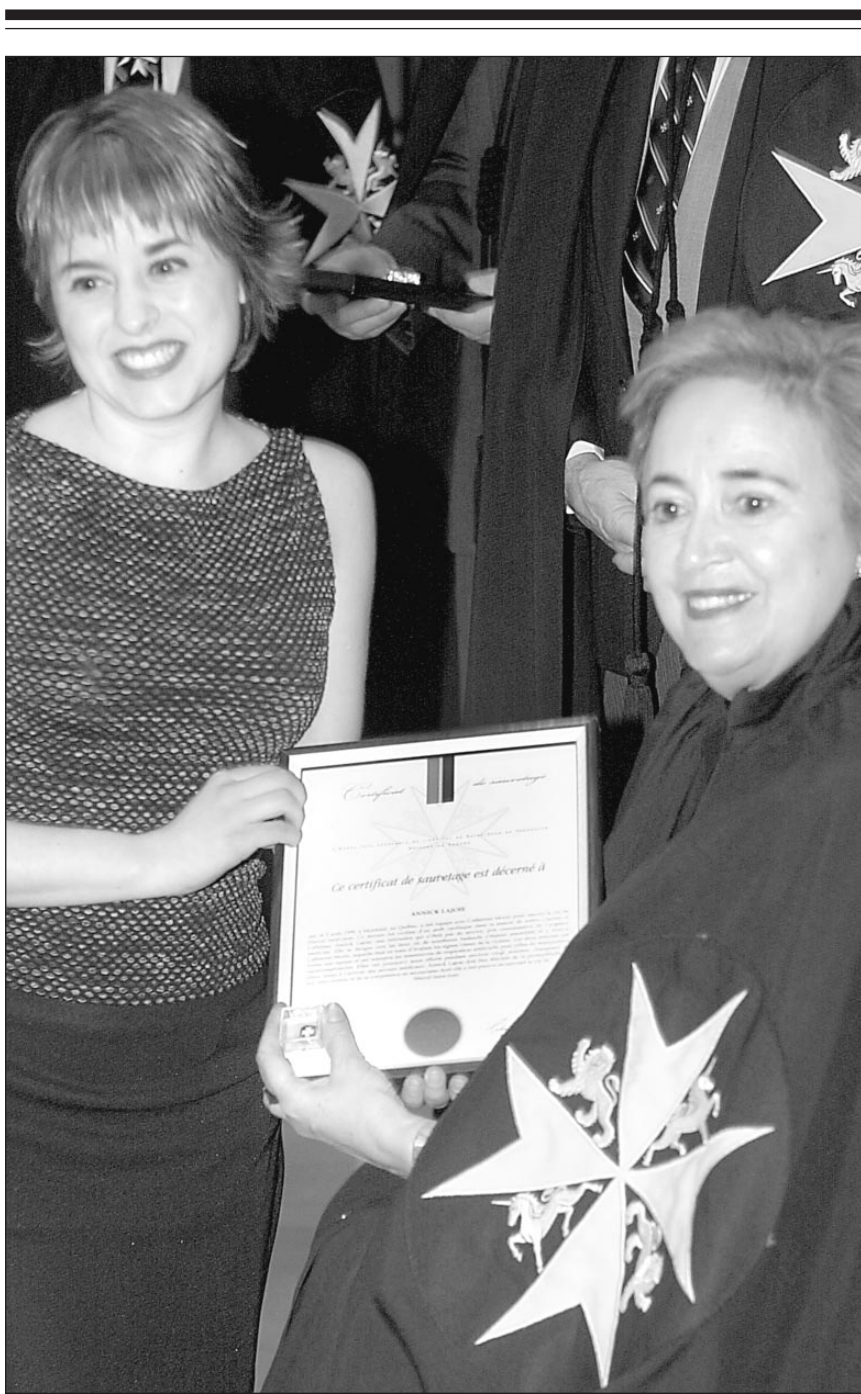


PHOTO BERNARD BRAULT, La Presse

Certificat de mérite

Annick Lajoie, une infirmière qui s'était portée au secours d'un homme l'été dernier dans le métro de Montréal avec une autre femme, Catherine Morin, a reçu hier des mains de Lise Thibault, lieutenant-gouverneur du Québec, un certificat de mérite de l'Ambulance Saint-Jean. Elle a sauvé la vie de l'homme en pratiquant sur lui des manoeuvres de réanimation cardiorespiratoire. Au total, cinq personnes ont été ainsi honorées.

Gaspé : la collecte a dépassé l'objectif

ANDRÉ DUCHESNE

Le cri d'alarme lancé par l'évêché de Gaspé, en proie à d'importantes difficultés financières, a non seulement été entendu par les Gaspésiens et les Madelinots, mais aussi par des gens de partout au Québec. La collecte spéciale tenue le 9 avril dernier a en effet permis d'amasser 473 157 \$ jusqu'à maintenant alors que l'objectif était de 362 000 \$.

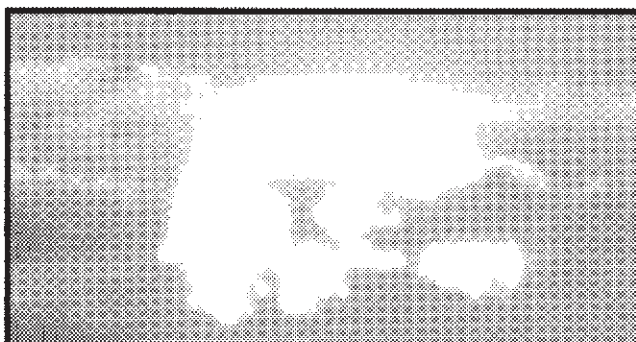
« Une famille du Nouveau-Brunswick nous a donné 5000 \$. Un juge de l'extérieur de la région, sensible à notre cause, a envoyé sa contribution. Même un homme se disant athée a versé un don », s'est réjoui le comptable et délégué à l'administration, Rémi Thibault, joint à Gaspé, hier.

En fait, environ 58 000 \$ des 473 000 \$ amassés ont été envoyés par des gens résidant à l'extérieur, dont certains sont originaires de la Gaspésie ou des Îles.

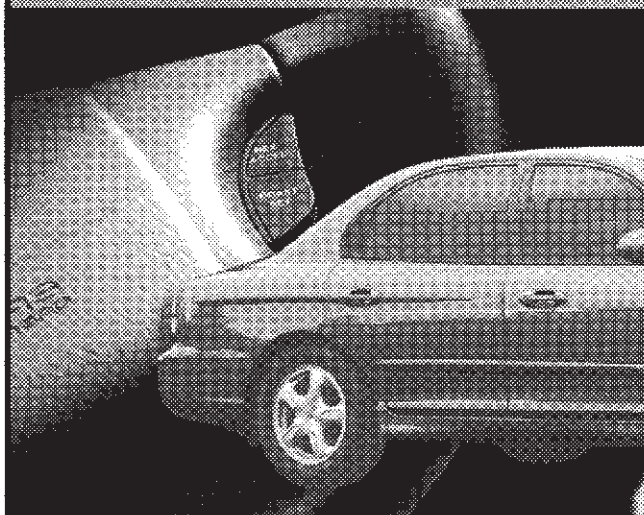
Depuis quelques années, le budget annuel de l'évêché de Gaspé enregistre des déficits récurrents de plus de 100 000 \$. Au rythme où vont les choses, l'organisme aura grugé toutes ses réserves — environ 600 000 \$ — d'ici quelques années afin d'éponger ces manques à gagner.

La collecte n'avait pas qu'un but financier. Elle avait également pour objectif de sensibiliser les résidents aux réalités de l'Église catholique de cette région qui compte 90 500 baptisés.

Du montant global de 473 157 \$ récolté, 243 613 \$ iront directement à l'évêché et 229 544 \$ seront partagés entre les 66 paroisses de la Gaspésie et des Îles-de-la-Madeleine. Celles-ci éprouvent également d'importantes difficultés financières et les deux entités avaient décidé de faire cause commune pour cet événement.



EN REGARDANT DE PRÈS... VOUS CHOISIREZ HYUNDAI !
Pour sa qualité, durabilité et fiabilité...



SONATA
À PARTIR DE

229\$*
/MOIS

FINANCEMENT
0%
DISPONIBLE

SONATA V6

- Moteur de 2,4 litres à DACT, 148 HP
- V6 de 2,5 litres à DACT, 24 soupapes, 170 HP disponible
- Deux coussins gonflables
- Transmission automatique à 4 rapports
- Radiocassette stéréo AM/FM électronique

- Climatiseur
- Rétroviseurs extérieurs dégivrants à commande électrique
- Lève-glaces et verrouillage électriques
- Régulateur de vitesse
- Et beaucoup plus !



GARANTIE 5 ANS

L'UNE DES MEILLEURES GARANTIES DE L'INDUSTRIE : 5 ANS / 100 000 km (éléments importants) ASSISTANCE ROUTIÈRE 24 HEURES (3 ans / 60 000 km standard) Incluant : livraison d'essence • changement de roue en cas de crevaison • déverrouillage • remorquage



HYUNDAI

UNE ÈRE NOUVELLE
UN ESSAI VOUS CONVAINCRA

Photo à titre indicatif seulement. * Paiements de location basés sur un contrat de 48 mois pour la SONATA 2000 à partir de 229 \$/mois. L'obligation totale du consommateur pour 48 mois est de 10 992 \$, 1 950 \$ comptant, dépôt de sécurité requis, transport, préparation, taxes et immatriculation en sus. Financement au détail disponible à un taux de 0 % jusqu'à 36 mois. En sus, frais administratifs de 350 \$ reliés au contrat de location pour les modèles 2000. Kilométrage annuel de 20 000 km, 10 ¢ par kilomètre additionnel. Option d'achat au terme de la location. Ne peut être jumelée à aucune autre offre. Soumis à l'approbation de crédit. Voir votre concessionnaire participant pour tous les détails. Véhicules en inventaire seulement. Offre d'une durée limitée avec livraison avant le 31 mai 2000.

LES PARTENAIRES HYUNDAI DU GRAND MONTRÉAL

Actualités

La douleur du dollar



Voici la deuxième tranche de notre série sur Cuba, le pays du naufragé le plus célèbre du monde.



Rima Elkouri

envoyée spéciale,
LA HAVANE

On se pile sur les pieds à la Bodeguita del Medio, ce minuscule bar au cœur de la Vieille Havane. Un autocar de touristes n'attend pas l'autre devant cet établissement réputé pour ses mojitos et tant aimé de Ernest Hemingway.

Le mojito, on le boit ici coude à coude. Le barman connaît sur le bout des doigts le scénario qui se répète chaque fois qu'un groupe d'étrangers franchit le seuil de la Bodeguita. Il pourrait préparer la célèbre boisson cubaine les yeux fermés. Une demi-cuillerée de sucre, du jus de lime, un peu de « yerba buena » (menthe), deux glaçons, une once et demie de rhum, du soda. À la vôtre !

Les *Gracias señor !*, remerciements prononcés à la québécoise, à la française ou à l'allemande, pleuvent. Des billets verts atterissent sur le comptoir. Clic ! clic ! quelques photos souvenirs. L'once et demie de rhum a fait de l'effet. Tout le monde sourit un peu trop. Allez hop ! On remonte dans l'autocar.

À quelques pas du bar bondé, des ouvriers s'affairent sous le soleil havanais, perchés sur des échafauds, transformant des édifices coloniaux tombant en ruines en luxueux hôtels financés par des entreprises étrangères. La Vieille Havane, de moins en moins vieille, est chouchoutée, restaurée, nettoyée et prise d'assaut par des touristes, provenant surtout du Canada et de l'Europe.

De toute évidence, l'activité touristique va bon train à Cuba. C'est la nouvelle priorité nationale — après Elian, il va sans dire. Grâce à 1,6 million de visiteurs, en 1999 (soit 200 000 de plus que l'année précédente), deux milliards de dollars ont été injectés dans l'économie cubaine.

Toujours plus de touristes

Près de dix ans après l'effondrement du bloc soviétique qui a plongé l'île dans une période pénible, Cuba voit grand. Cette année, on espère attirer deux millions de visiteurs. Et pas moins de sept millions d'ici 2010.

L'essor du tourisme donne un souffle nouveau à de nombreux secteurs de l'économie, laquelle a connu l'an dernier une croissance de 6,2 %, selon les autorités cubaines. Mais pour bien des Cubains, qui se contentent, dans leur mojito, d'une sorte de rhum-piquette bien moins cher que le Havana Club (privilège sucré des touristes), les effets d'un tel essor sont néfastes sur le plan social.

Le dollar des touristes, dont la possession n'est plus un délit pour les Cubains depuis 1993, on le nomme ici *dólar*. Douleur. C'est que dans un pays où, malgré tout, on caresse encore le rêve d'une société égalitaire, la dollarisation crée un système à deux vitesses, où le Cubain perd toujours au change.

« Mon peso ne vaut plus rien. Il n'a plus de force à côté du dollar américain », soupire Elsa, une mère de famille de Varadero, pour qui le tourisme est source de frustration. « Imaginez ! Je n'ai même plus accès aux plages de mon propre pays ! Tout ce qui est bien ici, on le garde exclusivement pour les étrangers. »

À moins de se lancer dans le marché noir, difficile pour le Cubain de profiter un peu de l'activité touristique. « Les gens vont dans des hôtels tout inclus. Il ne sortent pas de leur hôtel. Alors, qu'est-ce qu'on peut faire ? » demande-t-elle.

Dollars ou pas en poche, les Cubains n'ont pas accès aux grands hôtels internationaux qui poussent comme des champignons aux abords de la mer aux reflets féériques de Varadero, à 140 km à l'est de la capitale. Cet apartheid touristique en herbe plus d'un. L'opulence dans sa bulle de verre inaccessible crée du ressentiment.

« Varadero, ce n'est pas Cuba. Ce n'est plus Cuba », tranche Lidia, qui préfère les façades lézardées de « sa » Havane aux hôtels éléphantiques de la station balnéaire reconnue pour son sable blanc et fin.

Dans Centro Habana, Lidia loue sa maison à des étrangers, rue Virtudes, la rue des vertus. Nom ironique pour cette artère située au cœur de ce qui était le Red Light de La Havane, à l'époque pré-révolutionnaire. La rue est encore un peu fidèle à ses racines puisqu'on y loue également des chambres à l'heure.

Depuis 1997, la hausse considérable de l'impôt pour qui dirige une entreprise familiale a mené à la fermeture de plusieurs de ces *casas particulares*. « Quand je fais payer 25 \$ US à un touriste pour une chambre, 15 \$ vont à Fidel », explique Lidia.

Dans les endroits plus prisés des touristes, comme la Vieille Havane ou Varadero, il est interdit aux Cubains de louer légalement aux étrangers des chambres particulières, question de favoriser les lucratifs circuits organisés. Sous la table, cependant, tout est possible. À voix basse, on tente de déjouer le système.

Salaires de misère

Le Cubain qui ne trouve pas moyen d'accéder à la séduisante économie du douloureux dollar continue de se débrouiller avec un salaire moyen de 200 pesos par mois (10 \$US), son carnet de rationnement et l'aide de la famille de Miami, le cas échéant.

Mi le fossé qui se crée entre ceux qui ont accès aux billets verts et les autres s'accroît. Prostitution et corruption pullulent, malgré le « ménage » fait par l'État. « Pourquoi pensez-vous qu'il y a tant de prostituées ? Elles ne vendent pas leur corps parce qu'elles le veulent. Souvent, ce sont des mères de famille et des universitaires qui n'ont tout simplement pas le choix », laisse tomber un Havanais de 37 ans qui se désole du système à deux vitesses cubain.

Un système « temporaire », a déjà assuré Francisco Soberon, président de la Banque centrale de Cuba. Jamais il n'y aura « dollarisation » de l'économie du pays, comme c'est le cas dans certains pays d'Amérique latine. Selon lui, en arriver là reviendrait à renoncer à la souveraineté cubaine. « Dès que les conditions le permettent, le peso cubain sera la seule monnaie en circulation sur le territoire national », a-t-il déclaré (propos rapportés par le *Granma*, journal officiel du Parti communiste à Cuba).

En attendant ces conditions gagnantes, l'État tente de limiter les dégâts. Depuis un an, la présence policière a été renforcée de façon spectaculaire. On peut facilement rencontrer un homme en uniforme à tous les coins de rue. Des milliers de prostituées ont été envoyées dans des « camps de réhabilitation ». Des hauts responsables ont été limogés pour corruption liée à l'activité touristique. Une nouvelle loi, avec sanctions renforcées, a été adoptée pour lutter contre la délinquance, le trafic de drogue et les vols à main armée. Tout ça, pour soulager un peu la douleur du dollar.

DEMAIN :
du rhum, des femmes, du rêve !



PHOTOS RIMA ELKOURI, La Presse

Depuis 1997, confrontés à une hausse considérable des impôts pour qui veut louer une chambre à un étranger, bon nombre de familles ont dû fermer les portes de leurs *casas particulares*.



Restaurée, chouchoutée, polie, la Vieille Havane, arpentée par un nombre toujours croissant de touristes, est de moins en moins... vieille.

Deux boules, deux mesures

RIMA ELKOURI
envoyée spéciale, LA HAVANE

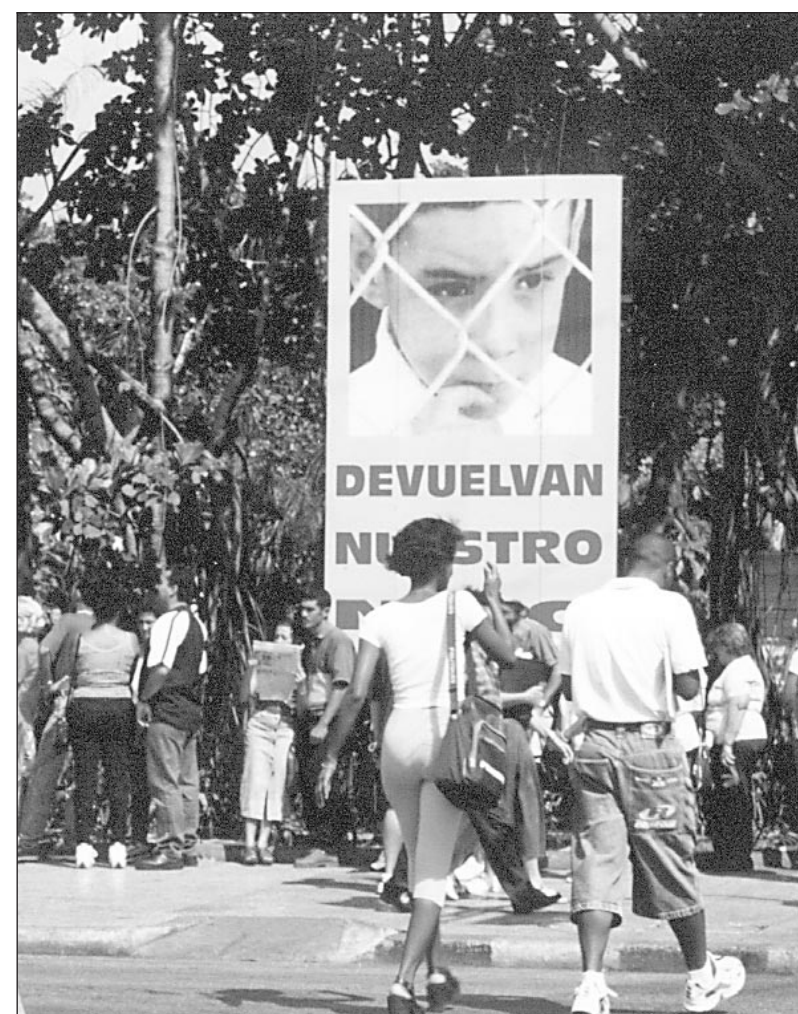
Devant une grande affiche montrant Elian, visage taciturne, derrière un grillage, des centaines de Cubains font le pied de grue. Une manifestation silencieuse pour réclamer le retour de l'enfant héros à Cuba ?

Pas du tout. Ces gens font la queue devant Coppelia, le célèbre marchand de crème glacée de La Havane. Le stand situé dans le parc du même nom, dans le quartier Vedado, est, dit-on, un des plus importants au monde. On y sert plus de 30 000 bouches gourmandes chaque jour.

Avant la « période spéciale », un euphémisme pour désigner les années pénibles ayant suivi la chute de l'empire soviétique, Coppelia était un petit paradis pour les amateurs de glaces. Plus d'une vingtaine de parfums, qui auraient bien pu faire pâlir d'envie Häagen-Dazs. Aujourd'hui, on n'y offre plus que trois saveurs : fraise, vanille, chocolat.

Depuis peu, tourisme et billets verts obligent, il y a deux files devant Coppelia. Une *cola* (queue) pour ceux qui paient en pesos. Une autre, pour ceux aux poches pleines de dollars. D'un côté, il y a foule. L'attente au soleil peut durer des heures. De l'autre, presque personne. Pour 2,50 \$ US, on vous sert *illico*, merci, au revoir.

Deux boules, deux mesures. « Voilà, c'est ça la vie cubaine. Il y a maintenant deux classes de personnes », laisse tomber un jeune Cubain qui en a marre d'attendre son tour.



Non, ce n'est pas une manif pour réclamer le retour d'Elian. Ces Havanais, amoureux de la crème glacée, attendent patiemment leur tour devant Coppelia.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

14 mai 2000

Page A8 manquante



Dimanche, dans le jardin

Un jardin comme dans un salon

Le jardin n'est plus ce qu'il était. Il évolue. Si bien que, pour plusieurs, les fleurs ne suffisent plus.

«Il n'y a pas tellement longtemps, on aménageait un jardin pour le coup d'oeil, tout simplement. Des fleurs, des arbres, des arbustes, des formes, des couleurs, des parfums. Aujourd'hui, le jardin est devenu un endroit où on vit, une extension du salon, un endroit où on relaxe, où on est bien. Et on le meuble en conséquence.»

C'est Tony Di Giovanni qui parle. Directeur général de Landscape Ontario, une association regroupant la plus grande partie de l'industrie horticole ontarienne, un monde qui brasse des affaires de quelques milliards par année, il suit de très près l'évolution du marché de l'horticulture. Selon lui, les affaires seront encore florissantes pour une bonne quinzaine d'années, une situation amorcée depuis au moins une décennie et attribuable au vieillissement des baby-boomers. Ils n'ont plus la forme pour jouer au tennis ou faire leur jogging et sont au seuil de la retraite. Ils restent chez eux et améliorent leur environnement immédiat. Et la plupart ont de bons revenus.

«La tendance est très nette, fait valoir M. Di Giovanni. Les gens veulent utiliser leur jardin plus intensément, surtout que la belle saison est très courte. Il devient une pièce qui s'ajoute à la maison. C'est pour cette raison que les aménagements sont de plus en plus sophistiqués. Les jeux d'eau, si petits soient-ils, sont toujours prisés car ils ajoutent un élément de tranquillité à l'atmosphère ambiante. Les statues, sculptures,

Pour impressionner la galerie: 1200\$



PIERRE GINGRAS

urnes s'ajoutent aujourd'hui à l'éclairage nocturne. Comme dans un salon.»

Jack Lavoie, président de l'Association québécoise des paysagistes, tient le même langage. «Le jardin est devenu intimiste et on le retrouve aujourd'hui à l'arrière de la maison. Il a aussi perdu son caractère exhibitionniste, ce qui ne veut pas dire que les propriétaires ne veulent pas partager les lieux avec leurs amis, insiste-t-il. C'est un endroit de détente, de recueillement.»

Paysagiste à Sainte-Foy, M. Lavoie explique que le jardin laisse maintenant la place à tous les objets qui rendent l'atmosphère plus agréable, notamment les objets d'art. Le bruit de l'eau est important et même la musique s'intègre au décor. «On veut oublier le brouhaha de la vie quotidienne. La nature est recrée dans la cour arrière pour obtenir l'impression que nous ne sommes plus en milieu urbain. Même la piscine, s'il y en a une, est dorénavant intégrée au jardin», dit-il.

Et les plantes?

Selon Tony Di Giovanni, les plantes seront toujours l'essence même du jardin. Et comme elles vivent plus longtemps et exigent souvent moins d'entretien que les annuelles, les vivaces sont plus en demande que jamais, dit-il. John Valteau, un des responsables de Valley Brook Farm, un des plus importants producteurs de vivaces au Canada, les nouvelles conceptions de jardin ont aussi des effets sur les variétés de plantes mises en marché. «Les pots et autres contenants prennent de plus en plus de place dans le jardin. Or aujourd'hui, il existe une foule de variétés de plantes, d'arbustes ou de conifères qui conviennent spécifiquement à cette fin. Et

puis, ajoute-t-il, comme les jardins vieillissent comme leurs propriétaires, que les arbres du terrain ont pris de l'ampleur avec le temps, les plantes d'ombre sont toujours de plus en plus populaires.»

Selon M. Valteau, le patio traditionnel attaché à la maison disparaît progressivement pour laisser plus de place aux plantes, notamment à celles dont le feuillage est décoratif car il persiste durant tout l'été. «Le jardin est devenu encore plus personnalisé. Si bien que bon nombre de jardiniers se permettent toutes les audaces. Ils n'ont plus peur de faire accroc au style. Leurs jardins, ils y

Photo David Lucas, PC

À faire cette semaine



● Il est temps de planter en pleine terre vos bulbes tendres à floraison estivale. **dahlia, crocosmia, lis, eucomis, begonia, arum, ornithogale, tigridia, acidanthera, glaieul**, pour ne nommer que ces espèces, sont du nombre. Souvenez-vous qu'il faut aussi fertiliser à une ou deux reprises durant la période de croissance avec un engrais balancé (20-20-20). Mais certaines espèces comme le dahlia exigent une fertilisation particulière.

● Les **plantes potagères** ou encore les **plantes bulbeuses** qui ont déjà commencé leur croissance à l'intérieur ou en serre doivent être habituées au climat extérieur durant quelques jours, à raison de quelques heures quotidiennement, avant d'être plantées définitivement dans la plate-bande, une opération habituellement prévue autour du 20 mai dans la grande région de Montréal.

● Le moment est propice aussi pour faire les **premiers semis** dans le potager.

● Hâtez-vous d'acheter vos **vivaces** afin de profiter du plus grand choix possible. On conseille de planter toujours trois plants de la même espèce. Ils combleront l'espace désiré beaucoup plus rapidement.

À lire la semaine prochaine

● **La rose: en vedette depuis la nuit des temps**

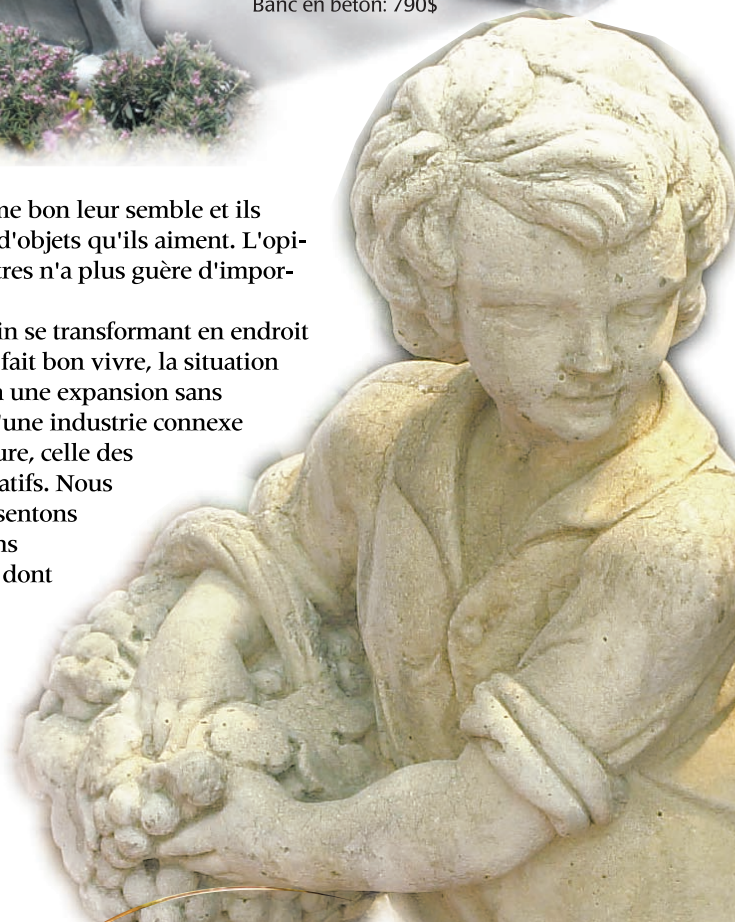


Girouette: 480\$

Poisson en bronze: 90\$



Banc en béton: 790\$



vivent comme bon leur semble et ils s'entourent d'objets qu'ils aiment. L'opinion des autres n'a plus guère d'importance.»

Le jardin se transformant en endroit intime où il fait bon vivre, la situation donne lieu à une expansion sans précédent d'une industrie connexe à l'horticulture, celle des objets décoratifs. Nous vous en présentons quelques-uns aujourd'hui dont plusieurs étaient en vente lors de l'exposition florale Canada Blooms, de Toronto, à la fin de mars.

Statue 340\$



Ces sauterelles en cuivre deviennent rapidement vertes: 45\$ pièce

Photo David Lucas, PC

Graphisme: Jocelyne Potelle / Photos Pierre McCann, La Presse©

Pépinière Le centre de jardin le plus complet à Montréal. 6305, boul. Henri-Bourassa Ouest, Saint-Laurent tél. : (514) 332-2978

Jasmin Depuis 40 ans...

Très grand choix de rosiers. Plus de 400 variétés

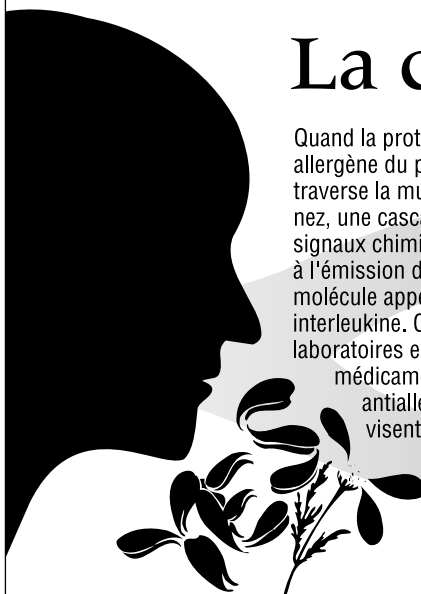
Tels que : *série Explorateur, rosier Anglais, etc.*

Visitez notre site www.jardinjasmin.com

(Répertoire des plantes disponibles)

HELIENI SERRAULT Distributeur certifié GARDENA


La cascade allergique



Quand la protéine allergène du pollen traverse la muqueuse du nez, une cascade de signaux chimiques mène à l'émission d'une molécule appelée interleukine. Certains laboratoires essaient des médicaments antiallergiques qui visent différents types d'interleukine.

1 L'interleukine de type 4 cogne à la porte des lymphocytes B, l'un des soldats du système immunitaire. Le lymphocyte B libère un anticorps, l'immunoglobuline E (IgE). Les molécules d'IgE s'accumulent à la surface d'autres soldats du système immunitaire, les mastocytes. Les mastocytes finissent par éclater sous la pression des IgE, libérant un flot d'histamine. L'histamine fait **éternuer, couler le nez et piquer les yeux**: c'est la «phase rapide» de la réponse allergique. Les médicaments antihistaminiques, en vente libre, empêchent l'histamine de fonctionner. D'autres médicaments, qui empêchent les IgE de s'amarrer aux mastocytes, sont à l'essai.

2 L'interleukine de type 3 et 5 rend visite à l'éosinophile, l'une des catégories de globules blancs du sang. L'éosinophile libère à son tour des molécules inflammatoires comme les cytokines et les chémokines. Elles agissent de quatre à six heures après l'exposition à l'allergène, causant la **congestion du nez**; c'est la «réponse retardée». Cytokines et chémokines sont visées par d'autres médicaments en développement.



Infographie La Presse

Un marché appétissant pour les marchands de pilules



Mathieu Perreault

Les recommandations sont formelles: pour soulager le rhume des foins, il faut prendre des antihistaminiques tous les jours durant la saison des allergies, et commencer les corticostéroïdes un mois avant.

Pourtant, la majeure partie des patients se contentent d'un antihistaminique quand ça va vraiment mal, et attendent d'avoir le nez bouché pour faire renouveler leur prescription de corticostéroïdes. Une bonne part des coûts sociaux engendrés par ces allergies, qui se traduisent par 3,8 millions de jours d'école et de travail manqués aux États-Unis, découle de cette méfiance envers les médicaments.

« Il y a déjà un problème de respect des prescriptions, explique le pharmacien Jean-François Guévin, qui possède le Pharmaprix du coin Saint-Laurent et Mont-Royal. Comme les allergies ne font pas trop souffrir, c'est sûr qu'il y a encore plus de gens qui ne prennent pas leurs médicaments tous les jours. »

Les parents qui amènent leurs enfants allergiques consulter la pédiatre Marie-Josée Francoeur, à l'Hôpital de Montréal pour enfants, se font souvent tirer l'oreille pour avouer leur rhume des foins. « Ils me disent qu'ils n'ont pas d'allergies, dit la pédiatre, qui termine une formation en allergies. Mais ils finissent par se souvenir qu'ils ont le rhume des foins. Les gens sous-rapportent leurs symptômes. »

Le Dr Francoeur prend elle-même des corticostéroïdes tous les jours de l'année, sa rhinite allergique n'étant pas saisonnière. « Aux autres, je dis d'en prendre tous les jours, un mois avant le début de la saison. » Pourtant, tous les clients du pharmacien Guévin dotés d'une ordonnance de corticostéroïdes ont déjà le nez bouché!

Tant les antihistaminiques que les corticostéroïdes n'ont aucun effet secondaire si la dose est respectée, selon le docteur Francoeur et le



PHOTO JEAN GOUJIL, La Presse

Yanick Fournier, derrière le comptoir de médicaments du Pharmaprix de l'avenue du Mont-Royal, rappelle que « les allergies ne faisant pas trop souffrir, il y a des gens qui ne prennent pas leurs médicaments tous les jours ».

pharmacien Guévin. Aucun des antihistaminiques sur le marché n'a montré d'interaction négative avec d'autres médicaments; Seldane, vendu dans les années quatre-vingt, a dû être retiré du marché après que de funestes interactions — arythmie cardiaque — avec des antibiotiques eurent été constatées.

Et le corps ne s'habitue ni aux corticostéroïdes ni aux antihistaminiques. « Parfois, des gens me rapportent qu'à la deuxième année d'utilisation des antihistaminiques, ils font moins effet, rapporte le Dr Francoeur. On change de sorte, et je n'entends plus parler de problèmes. »

Le coût des antihistaminiques est

parfois cité pour expliquer que les patients « sautent » des jours. « Ça coûte entre 50 cents et un dollar par jour, dit le Dr Guévin. Au Québec, les fabricants de médicaments ne peuvent pas utiliser de coupons-rabais. Évidemment, il peut y en avoir à l'intérieur de la boîte, mais ils ne peuvent rien annoncer. »

Avec les coupons, le prix tend plutôt vers 25 cents, selon Michel Tremblay, directeur des relations publiques chez Aventis, qui fabrique l'antihistaminique Allegra. « Et le prix va en descendant. »

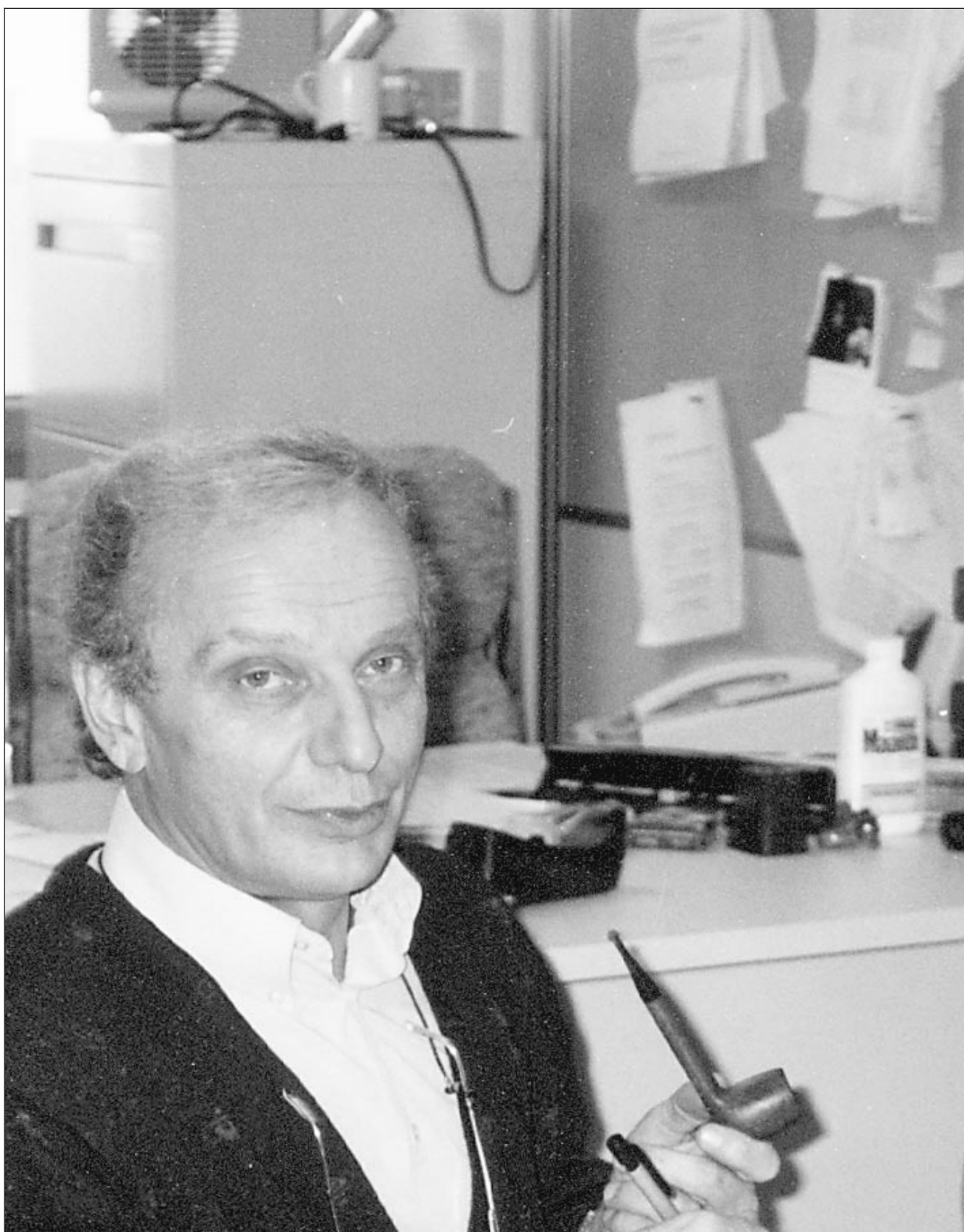
Guerre de prix
Une comparaison internationale confirme qu'une guerre de prix se-

coule le marché des antihistaminiques. La raison: ils sont en vente libre. Aux États-Unis, pratiquement le seul pays industrialisé à exiger une ordonnance pour des antihistaminiques, le prix quadruple: 62 \$US par mois, contre 17 \$ au Canada et 13 \$ en Australie, a constaté le quotidien *USA Today* en avril.

Les coûts additionnels pour le système de santé américain sont de 2,6 milliards US, dont la moitié en visites médicales. La Croix-Bleue a demandé en 1998 à l'Agence d'inspection des médicaments et des aliments (FDA) de permettre la vente libre. La FDA vient de refuser. Schering-Plough, le fabricant de l'antihistaminique Claritin, a fait campagne pour la vente libre ailleurs dans le monde. Mais aux États-Unis, l'ordonnance semble à Schering-Plough « le meilleur choix médical possible ».

L'industrie pharmaceutique n'a évidemment rien contre le respect des recommandations médicales. Depuis cinq ans, le montant des ventes d'antihistaminiques au Canada n'a grimpé que de 10 % — de 60 à 66 millions, selon IMS Health. Les corticostéroïdes ont crû plus rapidement, de sorte que le marché global pour les allergies, en excluant l'immunothérapie, les gouttes et les décongestionnants, a grimpé de 6 % entre 1998 et 1999. Les corticostéroïdes, utilisés aussi contre l'asthme, ont 40 % du marché (en nombre de doses), selon M. Tremblay.

Au niveau des antihistaminiques, la première génération, qui cause beaucoup plus de somnolence, s'aggrave encore à 17 % du marché. Les antihistaminiques non sédatifs ne franchissent pas la barrière entre le sang et le cerveau, explique Michel Tremblay, d'Aventis.



Voilà trois semaines, Guy Delespessé, immunologue de l'hôpital Notre-Dame, s'est lancé dans une course folle entre laboratoires médicaux. L'Institut Pasteur de Paris lui a en effet demandé de participer aux recherches pour trouver le microbe qui immunise contre l'asthme et les allergies.

La course au vaccin

MATHIEU PERREULT

Voilà trois semaines, Guy Delespessé s'est lancé dans une course folle entre laboratoires médicaux. L'Institut Pasteur de Paris a demandé à l'immunologue de l'hôpital Notre-Dame de participer aux recherches pour trouver le microbe qui immunise contre l'asthme et les allergies. « Oui, nous travaillons sur ça », admet le Dr Delespessé, joint à Paris. « Mais on ne peut pas en dire plus. »

La course au vaccin antiallergique tire son origine de la théorie de l'hygiène, qui veut que les enfants, que les infections ont touché en bas âge, risquent moins d'avoir le rhume des foins, entre autres allergies. Cette théorie est en vogue, mais on ignore quelles infections immunisent. Depuis un siècle, la médecine a contré de nombreuses infections dangereuses qu'on ne tient pas à ressusciter sans une bonne raison.

Depuis « moins de deux ou trois ans », des labos comme l'Institut national de la santé américain cherchent la piste du vaccin antiallergique. La poule aux œufs d'or est au bout du chemin. La dernière fois qu'une nouvelle manière de traiter le rhume des foins est apparue — les corticostéroïdes il y a une di-

zaine d'années — elle a rapidement happé une bonne partie du marché.

Une série d'injections immunisantes de particules allergènes du pollen existe déjà — l'immunothérapie — mais c'est un vaccin thérapeutique, utilisé quand l'affection est déjà là. Les recherches découlant de la théorie de l'hygiène laisse entrevoir un vaccin administré à certains ou à tous les bébés.

Déjà, en février, des chercheurs italiens observaient chez les recrues militaires que l'infection aux pathogènes orofécaux (issus de la contamination de la nourriture par des matières fécales) est liée à un risque moins grand d'asthme et d'autres allergies. L'hépatite A et le parasite toxoplasme figureraient parmi les immunisateurs potentiels.

Le Dr Delespessé a accepté l'offre de l'Institut Pasteur à cause de son important bassin de malades et de la concentration de spécialistes liés à l'immunologie. « L'Institut a 11 000 nouveaux cas par année, classés selon des diagnostics standardisés. Pour analyser les infections, c'est essentiel. Et il regroupe 2600 chercheurs qui couvrent tous les aspects de l'immunologie. C'est à peine plus petit que le NIH. On peut faire des tests d'aérobiologie, tester des pollens, les toxines de pollens, fabriquer des pollens recombinants. » Il travaille encore, pour le moment, à Notre-Dame.

Du nez au dos

MATHIEU PERREULT

Philippe avait devant lui un golfier. Il sentait venir un éternuement. Mais il ne voulait pas déranger son adversaire.

En se retenant, il a tourné la tête. La douleur au dos s'est tout de suite fait sentir.

« En 18 ans de pratique, j'ai vu des gens qui s'étaient fait une subluxation au dos en se retenant d'éternuer », soutient la présidente de l'Ordre des chiropraticiens, Mireille Duranleau. « Avec les allergies, il y a souvent des éternuements puissants. On a tendance à se tourner pour éviter les autres personnes, et il y a un désalignement sur deux plans. »

Une personne qui n'est pas traitée va finir par avoir des problèmes de posture après quelques années, selon Mme Duranleau. « Sur le coup, la douleur irradie le long des côtes, vers le sternum. Ensuite, comme les courbes de la colonne sont perturbées, le patient compense. Des torsions se créent dans la colonne. »

Si elle est traitée immédiatement, la subluxation ne prend que quelques semaines à se résorber, affirme la chiropraticienne. « Mais s'il y a 20 ans de mauvaise posture, ça peut prendre plus de temps. »

FIN

Actualités

La fête des Mères en prison



Marie-Claude Malboeuf

Au-dessus du lit, la plantureuse Pamela Anderson sourit à belles dents, moulée dans une petite robe à fleurs. Les amoureux du *Titanic*, la chanteuse Shania Twain et une douzaine de chiots de papier se partagent la vedette sur le reste du mur.

Un décor banal pour la chambre d'un petit garçon de 12 ans comme les autres. Sauf que l'écolier n'a pas accroché ses affiches dans une banquette tranquille, mais au beau milieu d'une prison pour femmes. Son refuge à temps partiel depuis que sa mère est incarcérée.

« Ici, c'est comme son petit chalet », dit la psychologue Marie-Andrée Nantel, responsable du programme mère-enfant du nouveau pénitencier de Joliette, qui teste une formule encore novatrice en Amérique du Nord.

Bilan : depuis 1997, trois enfants ont vu le jour derrière les barbelés et n'ont rien connu d'autre jusqu'à ce que leurs mères aient fini de purger leur peine. Ils y ont fait leur première promenade en poussette, balbutié leurs premiers mots et y ont plongé dans leur premier carré de sable. Le premier-né y a presque fêté son deuxième anniversaire. Les deux autres n'ont pas dormi plus de quelques mois dans leurs petits draps de Winnie l'ourson. Mais les gardiennes auraient pu veiller sur eux jusqu'à l'âge de quatre ans s'il l'avait fallu.

« La nuit, on fait une ronde toutes les heures et on ouvre le rideau pour s'assurer que les bébés sont là », précise Mme Nantel, assise sur la chaise minuscule d'une salle de jeux.

Le petit fan de Pamela Anderson réapparaît pour sa part quelques nuits par mois. Le jour, il joue au volley-ball avec les 52 détenues, mange avec elles sur des tables à pique-nique et écoute la télé dans l'unité réservée aux mères de famille, l'une des neuf maisonnettes campées sur un grand terrain vert.

Une vie à peu près normale, quoi.

D'autant plus que les détenues de Joliette font l'épicerie et époussettent. Qu'elles cuisinent, suivent des cours, travaillent et peuvent même embaucher comme gardiennes les codétenues prêtes à suivre un cours de la Croix-Rouge !

« Les femmes restent dans des condos aux grandes fenêtres. Il y a de la verdure. C'est beaucoup mieux que dans un petit deux et demi de la rue Ontario », va jusqu'à dire une employée.

« Rendu ici, c'est plus une prison », assure à tout le moins Stivia Clermont, une condamnée pour meurtre à l'allure impeccable, qui se bat avec son ex pour voir ses fils de 9 et 11 ans.

Danger

Reste que tout n'est pas rose.

« L'enfant plus vieux a besoin de socialiser. Ici, on a beau avoir un jardin et des petits chats, c'est quand même un milieu artificiel », avance d'abord Mme Nantel.

Artificiel et plutôt dur, rappelle une autre habituée des lieux, qui a su que le petit garçon de 12 ans a souvent sangloté en secret. « Des fois, les autres détenues oublient que c'est un enfant. Elles sacrent, elles gueulent. Il a vu deux femmes s'embrasser. »

L'an prochain, il se contentera d'ailleurs de voir sa mère quelques heures à la fois, comme les autres grands. « Les plus vieux commencent à poser trop de questions », justifie Mme Nantel.

« La prison, ça ne fait plus vraiment peur après un certain temps, remarque aussi Stivia. Je ne voudrais pas que mes fils se disent qu'on peut y passer du bon temps. »

Les tout-petits sont-ils moins exposés ?

Pas vraiment, à en croire la criminologue Marie-Andrée Bertrand, guère rassurée par le fait qu'on épaula et choisisse soigneusement les détenues cohabitant avec leur petit : « À l'arrivée de Karla Homolka, les hélicoptères ont survolé le terrain quatre ou cinq heures. Les journalistes étaient accrochés aux grilles. Les détenues avaient juré qu'elles lui casseraient la gueule. C'est pas un climat ordinaire. On aura beau dire à l'enfant : « Sors pas, c'est pas le temps », on ne peut pas savoir l'impact que ça aura sur lui. »



Le pénitencier de Joliette est devenu une sorte de résidence secondaire pour un garçon de 12 ans, qui y vit avec sa mère quelques jours par mois.



Stivia Clermont se bat pour que son ex la laisse recevoir ses deux fils en prison. « Les voir, c'est très déchirant. Quand ils partent, ils pleurent, ils boudent. Mais c'est quand même mieux que de ne pas les voir du tout. »



PHOTOS ARMAND TROTTIER, La Presse ©

Quand elle était à la prison Tanguay, Lise Lahaie a pu retrouver Marc-André l'espace d'une nuit. « J'étais contente de m'en occuper, de le cajoler. Mais je n'avais pas voulu que mes deux grands me le ramènent à la fête des Mères. Qu'il soit là pis, paf ! qu'il parte... »

possible, le plus fonctionnelles possible. Mais les droits de l'enfant là-dedans, je ne vois pas très bien qui s'en occupe. Moi, ce que je dis, c'est mettez donc les mères dehors ! Quatre-vingt-dix pour cent des détenues ne constituent pas un risque sérieux. »

Boucane, chicanes

À la Maison Tanguay, une prison provinciale de Montréal, les choses sont plus tranchées. Les barreaux et l'ambiance explosive font en sorte qu'on envoie au plus vite les femmes enceintes en maison de transition.

Quant aux détenues qui ont des bambins, elles se retirent avec eux dans une roulotte, pour quelques jours au plus.

Bouleversée à chaque visite de ses deux aînés, Lise Lahaie (libre aujourd'hui) n'aurait pas voulu que son petit Marc-André vive jour et nuit avec elle. « Les enfants ont pas d'affaire à faire du temps avec nous autres. Y'a trop d'affaires qui se passent. Les chicanes, la boucane, les femmes qui crient pour décompresser. C'est pas un milieu steady. »

Au parloir, coincé derrière une vitre, les choses sont aussi difficiles. « Ils (les gardiens) vont te fouiller. Ils vont toujours penser que tu veux faire quelque chose de croche », se plaint une adolescente, révoltée contre le système.

« J'étais démolie, complètement à terre quand je repartais de là. J'ai pas aimé ça voir ma mère enfermée de même. Mais j'aimais mieux ça que pas la voir pantoute », dit-elle.

« Nos enfants veulent savoir comment on vit, explique Stivia Clermont. Mes fils me demandent

toujours : As-tu un frigo ? Un lit ? Es-tu embarrassée ? Quand ils me voient, ça les rassure. »

« Les enfants ont besoin d'un contact régulier », renchérit Yvonne Trépanier, qui a lancé les séjours dans des roulettes en 1987 et rêve aujourd'hui d'abolir les distances, en laissant mère et enfants communiquer par télévision en circuit fermé.

En attendant, il faudrait au moins faciliter le transport des jeunes, dit-on, sans compter les coups de fil et les visites, qui viennent bien tard tellement les règles sont compliquées.

Personne, par contre, ne pourra rien contre la détresse des adieux. Des petits de trois ans qui pleurent, crient, s'accrochent en quittant l'enceinte, Marie-Andrée Nantel en a vu plein.

« Mais les enfants vont aussi développer des troubles de comportement s'ils ne voient jamais leur mère, ajoute-t-elle. La plupart sont heureux de venir. C'est de petites vacances. »

Les départs n'en sont que plus difficiles quand on reste coincé derrière la grille.

En 1998, Lise Lahaie a ainsi vécu sa pire fête des Mères : « Quand ils ont fermé la porte le soir, j'ai piqué une crise de nerfs. Je pensais mourir là. Il a fallu qu'ils m'amènent à l'hôpital. »

À Joliette, cette année, Stivia a décidé de fêter l'événement une semaine d'avance pour ne pas raviver de douloureux souvenirs.

« Dans une prison, on ne peut pas appeler ça la fête des Mères. Il y a en a ici qui ont perdu leur famille. Il y en a qui ont tué leur enfant... »

Une situation qui n'est pas nouvelle

Faire vivre des enfants en prison, la chose n'est pas nouvelle, indique la criminologue Marie-Andrée Bertrand, qui a parcouru le monde pour écrire son livre *Prison pour femmes*.

Il en allait même de soi aux 17^e et 18^e siècles, alors que des pays déportaient des familles entières dans les colonies. On se disait que la famille du coupable n'aurait pu survivre sans lui. Il n'y a pas si longtemps, sous Staline, les prisonniers politiques russes partaient eux aussi avec femme et enfants pour les camps sibériens.

Plus près de nous :

AU QUÉBEC

Pénitencier de Joliette (depuis 1997)

Les détenues vivent dans des maisonnettes. Certaines y sont pour la vie.

- Cohabitation à temps plein pour les 0-4 ans
- Temps partiel pour les 4-12 ans
- Visites pour les adolescents

Maison Tanguay (depuis 1987)

Les détenues y vivent dans des cellules pendant un mois en moyenne.

- Les femmes qui accouchent sont souvent envoyées directement en maison de transition.
- Séjours dans une maison mobile pour les 0-5 ans et les conjoints.
- Visites et activités pour les enfants plus âgés.

Maison de transition Thérèse-Casgrain (depuis 1992)

Les femmes en libération conditionnelle y restent en général quelques mois, dans des chambres individuelles.

- Cohabitation à temps plein pour les 0-3 ans.
- Week-end et jours de congé pour les 4-12 ans.
- Visites pour les adolescents.

Continuité famille auprès des détenues (CFAD)

Dans une ancienne usine de Saint-Henri repeinte de mille couleurs, le ex-détenues se retrouvent pour manger, travailler et se procurer des vêtements ou de la nourriture. L'organisme est aussi responsable des visites familiales à la Maison Tanguay.

Le Centre de détention féminin et Expansion-Femmes offrent le même genre de service aux détenues et aux femmes en libération conditionnelle de la région de Québec.

AU CANADA

■ Le pénitencier autochtone Okimaw Ohci de Saskatchewan accueille des enfants depuis 1996. Les nouveaux pénitenciers de Nouvelle-Écosse et d'Ontario ont suivi. Celui du Manitoba manque toujours de place.

■ Parmi les prisons provinciales, Portage, au Manitoba, a fait figure de pionnière dès 1980. Burnaby, en Colombie-Britannique, l'a imitée en 1990.

À L'ÉTRANGER

Aux États-Unis, trois prisons de l'État de New York gardent des enfants jusqu'à l'âge de 18 mois (depuis 90 ans). Les autres États renvoient les nouveau-nés après quelques semaines maximum. En Californie, par contre, les mères peuvent vivre dans des centres communautaires avec les petits de moins de six ans.

En Allemagne, des bambins de 0 à 6 ans vivent en prison depuis 1978. C'est encore le cas à Berlin et Francfort. Mais les directeurs de prison se dépêchent de plus en plus d'envoyer les mères en maison de transition.

Dans les prisons d'Angleterre et d'Écosse, on retrouve des pouponnières pour les 0-6 mois ou les 0-18 mois.

En Bolivie, les mères arrivent tous les matins pour laisser les enfants aux pères et travailler.

Des prisons australiennes, japonaises, indiennes et de plusieurs pays d'Amérique latine hébergent aussi des enfants.

Femmes en prison

■ 355 femmes sont incarcérées dans l'un des cinq pénitenciers du Canada, dont une trentaine à Joliette. C'est 3 % de tous les détenus.

■ 4631 sont détenues dans les prisons du Québec. C'est 8% des détenus.

■ Les deux tiers des femmes détenues ont des enfants. Environ 20% sont enceintes en prison ou ont accouché peu avant leur arrivée.

■ 21 enfants sont nés dans un pénitencier fédéral depuis 1997; 13 d'entre eux y sont restés, dont 3 à Joliette.

Infographie La Presse

En août 1998, fouetté par les recommandations d'un groupe de travail, le gouvernement fédéral a quand même décidé d'imiter l'Allemagne en approuvant des programmes mère-enfant au sein de ses cinq nouveaux pénitenciers.

La logique : environ 70 % des détenues ont des enfants. Souvent, le père s'est volatilisé. Or, les tout-petits ont besoin de leur mère, martèlent les psychologues.

« Si on les sépare, six mois plus tard, on part avec deux étrangers, prévient Mme Nantel. L'enfant s'est senti abandonné, il s'est déjà attaché à d'autres. Ça va mieux si on évite les coupures. »

Ruth Gagnon, qui aide les mères en libération conditionnelle à la maison Thérèse-Casgrain, évoque le cas d'une ex-prostituée à qui on avait enlevé ses cinq premiers enfants. « En gardant le dernier, elle s'est reprise en main. Lui, ça va en faire un carencé, un délinquant de moins. Juste parce qu'on a permis à sa mère de s'épanouir. »

« Il n'y a pas grand-chose à faire avec une femme qui s'inquiète pour son enfant, souligne encore la criminologue. Par contre, celle qui voit ses enfants a moins le goût de se droguer, plus de raison de chercher un appartement et du travail. »

L'air doux et le regard triste, Maria, ex-héroïnomanie, raconte : « Pendant trois mois, ma belle-mère n'a jamais mis mes filles à l'école. Elle ne leur a jamais acheté de passe d'autobus. J'étais complètement malade. Tant que je ne les ai pas retrouvées, je ne me sentais pas en sécurité. »

Marie-Andrée Bertrand reste perplexe : « Le personnel est au service des détenues. Il a intérêt à ce qu'elles soient le moins frustrées

Monde

Séguin joue sa carrière à Paris



Louis-Bernard Robitaille

collaboration spéciale
PARIS

La plupart des observateurs estiment que les jeux sont faits : d'ici à deux semaines au plus tard, les partis de droite auront choisi leur candidat commun pour les élections municipales à Paris au printemps de 2001. Et, sans surprise, ce candidat sera Philippe Séguin, 56 ans, ancien président (démissionnaire) du RPR, principal parti de droite, et ancien président de l'Assemblée nationale.

Accessoirement, il est depuis 1978 député des Vosges, ou il était également maire de la ville d'Épinal. Mais en politique française on voyage volontiers, surtout si c'est pour « monter » à Paris. Exemple illustre entre tous : Jacques Chirac fut 18 ans maire de Paris tout en demeurant député de Corrèze, dans la France profonde.

Après six ans de gestion de Jean Tiberi, désastreuse principalement au plan de l'image, la droite, qui avait toujours régné sans partage sur la capitale, en était arrivée au point où elle risquait de perdre au profit de la gauche cette mairie, poste fabuleux à la

fois pour le prestige, le pouvoir... et les budgets. Petit homme sans charisme, exécutant fidèle pendant 18 ans du système chiraquien dans la capitale, Jean Tiberi, sans être un gestionnaire particulièrement mauvais, paraissait tellement déplacé dans cette fonction de prestige que tout devenait possible aux élections de juin 2001.

Pour faire oublier cet épisode bien peu glorieux, la droite avait besoin d'un candidat indiscutable et de prestige. Cette personnalité de poids et incontournable ayant également pour mission de forcer Tiberi à s'effacer — car il avait très tôt manifesté son intention de s'accrocher à son poste.

Depuis une bonne année au moins, ce candidat d'envergure hantait déjà le ciel parisien : Philippe Séguin. Un peu caractériel, mais d'envergure éminemment présidentiable, volontiers charmeur et efficace « sur le terrain », doté d'une vraie fibre populaire, à l'image de Jacques Chirac lui-même, Séguin était apparu aussitôt comme le grand sauveur, le candidat indiscutable pour la droite. Léger handicap, facilement oublié en France : il serait un parachuté. Avantage majeur : non seulement il ne traîne pour l'instant pas l'ombre de la plus petite « affaire » derrière lui, mais encore sa « virginité » parisienne fait en sorte que, contrairement à presque tous les autres, il n'a jamais rien eu à voir avec le fameux « système Chirac » et les financements occultes du RPR, qui se sont pratiqués sur une grande échelle.

Le principal obstacle potentiel : que le président Chirac, qui travaille déjà à sa réélection pour mai 2002, se méfie de ce rival encombrant, qui pourrait lui-même utiliser ce poste prestigieux... pour préparer sa propre candidature à la présidence.

Malgré des relations toujours difficiles en-

tre les deux hommes, il semble que le président Chirac a décidé de prendre le risque, n'ayant d'ailleurs pas tellement le choix. La candidature de Tiberi était hors de question. N'importe quel candidat de gauche, même le plus minable, l'écraserait avec plus de 60 % des voix.

Un autre candidat de poids se profilait à l'horizon, l'ancien premier ministre Édouard Balladur, rival malheureux de Chirac en 1995. Mais Balladur, aux allures étrangement aristocratiques, fait un fort mauvais candidat de campagne. Et, surtout, Chirac ne lui a certainement pas pardonné sa « trahison ». Restait une autre candidature, éminemment locale et sympathique, celle de Françoise de Panafieu, députée et conseillère municipale des beaux quartiers de Paris, jeune quinquagénaire dynamique et sans complexe. Mais, faute de disposer d'un vrai réseau, d'une « meute », comme cela se fait en politique française, la « Panaf » avait-elle suffisamment de nerfs et de muscle pour soutenir une longue bataille électorale et surtout tenir en main les divers courants et clans d'une droite perpétuellement divisée ? Manifestement, Panafieu n'était pas « irréfutable » aux yeux de la droite. On en revenait donc toujours à Philippe Séguin.

Restait à faire passer cette candidature Séguin à Paris, d'abord au sein de l'appareil local du RPR, puis des autres formations de droite. La méthode retenue par la direction du RPR — fortement conseillée par l'Élysée il va sans dire — fut de toute beauté : le mode de désignation serait éminemment démocratique, mais tout risque de dérapage serait écarté.

Si les quelques milliers de membres inscrits au RPR, plus les militants des autres partis de droite, avaient vraiment voté pour

désigner leur candidat pour 2001, les affaires auraient été beaucoup plus aléatoires, malgré le poids indéniable de Séguin. D'abord il serait resté, quoi qu'il arrive, un dernier carré de fidèles ou de clients de Tiberi. Des militants de terrain auraient pu en grand nombre jeter leur dévolu sur la « Panaf », qu'ils connaissent. Les autres partis de droite auraient sans doute appuyé Balladur, proche de leurs idées. Bref, l'issue aurait été pour le moins incertaine.

Le RPR dirigé par Michèle Alliot-Marie a donc réussi à organiser une consultation d'apparence démocratique, mais où personne ne peut dire exactement qui « votera » au sein des instances dirigeantes, ni sur quels critères on votera. Une chose est certaine, le choix demeurera entre les mains des « barons » de la droite.

Ils entendaient il y a trois jours les quatre candidats exposer leur projet pour Paris — à l'exception de l'infortuné Tiberi qui, se sachant complètement roulé par cette procédure, partait en claquant la porte. Exposés de pure forme, où l'autre poids lourd, Édouard Balladur, se contentait de faire de l'humour et tenait pour acquis que les jeux étaient faits.

Sauf coup de théâtre, Philippe Séguin sera donc le candidat désigné à la fin du mois. Avec l'obligation impérative de gagner. Avec un Tiberi qui n'a peut-être pas renoncé à sa capacité de nuisance, et un vote par arrondissement qui peut créer des surprises, la bataille comporte quelques risques. S'il est élu, Séguin, devenu l'un des hommes forts du pays, et autonome, sera reparti dans la course vers les sommets. Si par extraordinaire il était battu, ce serait sinon une fin de carrière, du moins l'enterrement de ses plus hautes ambitions.

La fessée publique de Tony Blair

Ken le Rouge, premier maire de Londres, aura bénéficié de la vanité du premier ministre

VERA MURRAY
collaboration spéciale, LONDRES

Ken Livingstone a remporté légèrement la mairie de Londres précisément parce que Tony Blair avait passé des mois à le couvrir de boue. La morale de l'histoire est claire : la vanité peut aveugler même le plus habile des politiciens et le peuple n'apprécie guère l'arrogance des grands. En s'acharnant à ce point contre le « gauchiste » Livingstone, Tony Blair a réussi à rendre immensément populaire un personnage ambigu et pas particulièrement charismatique.

Tony Blair n'est pas le premier premier ministre à mépriser souverainement Ken Livingstone. Dans les années 70, lorsque ce dernier était à la tête du Conseil du Grand Londres, ses altercations avec Margaret Thatcher étaient légendaires. La Dame de fer était la personnification du capitalisme ; elle voulait à tout prix réduire les dépenses des gouvernements locaux. Ken le Rouge dépensait généreusement des deniers publics pour des crèches et des happenings de toutes sortes. Sur la façade du County Hall, le siège du Conseil du Grand Londres, il a fait accrocher une banderole annonçant le nombre d'emplois dans le secteur public déjà supprimés par le gouvernement Thatcher.

À la fin, pour se débarrasser de Livingstone, Margaret Thatcher a tout simplement aboli le Conseil du Grand Londres en 1986. La capitale britannique a depuis été administrée directement par le gouvernement central et par les « boroughs », les conseils des quartiers.

Ironiquement, l'établissement d'un poste de maire directement élu, à l'américaine, a été une des promesses électorales de Tony Blair. Ken Livingstone, qui couvait sa rancune depuis 14 ans, voulait être candidat travailliste. Tony Blair a tout fait pour l'empêcher, considérant que le « gauchiste » ne ferait que nuire à l'image laborieusement construite du « New Labour ». Lorsque Livingstone a décidé de se présenter comme candidat indépendant, Blair l'a fait exclure du Parti travailliste. Pour pouvoir mieux lancer des invectives anti-Livingstone... Le résultat : Ken le Rouge est le maire de Londres avec un mandat extraordinaire. Il prendra sûrement beaucoup de plaisir à rendre la vie difficile à Tony Blair.

Mais les Londoniens ont-ils bien fait de s'éprendre à ce point de Ken Livingstone ? Un politicien qui a prétendu que le système financier généré par la City de Londres avait provoqué plus de morts qu'Hitler est-il vraiment sérieux ?

Au bout de plusieurs semaines de campagne, on n'en sait pas énormément sur l'idéologie de Ken Livingstone.

On sait qu'il est en faveur des piétons : il n'a jamais appris à conduire et a toujours pris le métro pour aller au travail. Encore récemment, il parlait des automobilistes à la manière dont le président zimbabwéen parle des fermiers blancs : « L'asthme et la pollution nous tuent ; la liberté de conduire est en fait la liberté de tuer. » Mais la menace, brandie au début de la campagne, d'imposer une taxe aux automobilistes se rendant en voiture au centre de Londres a été plus ou moins oubliée au moment du vote.

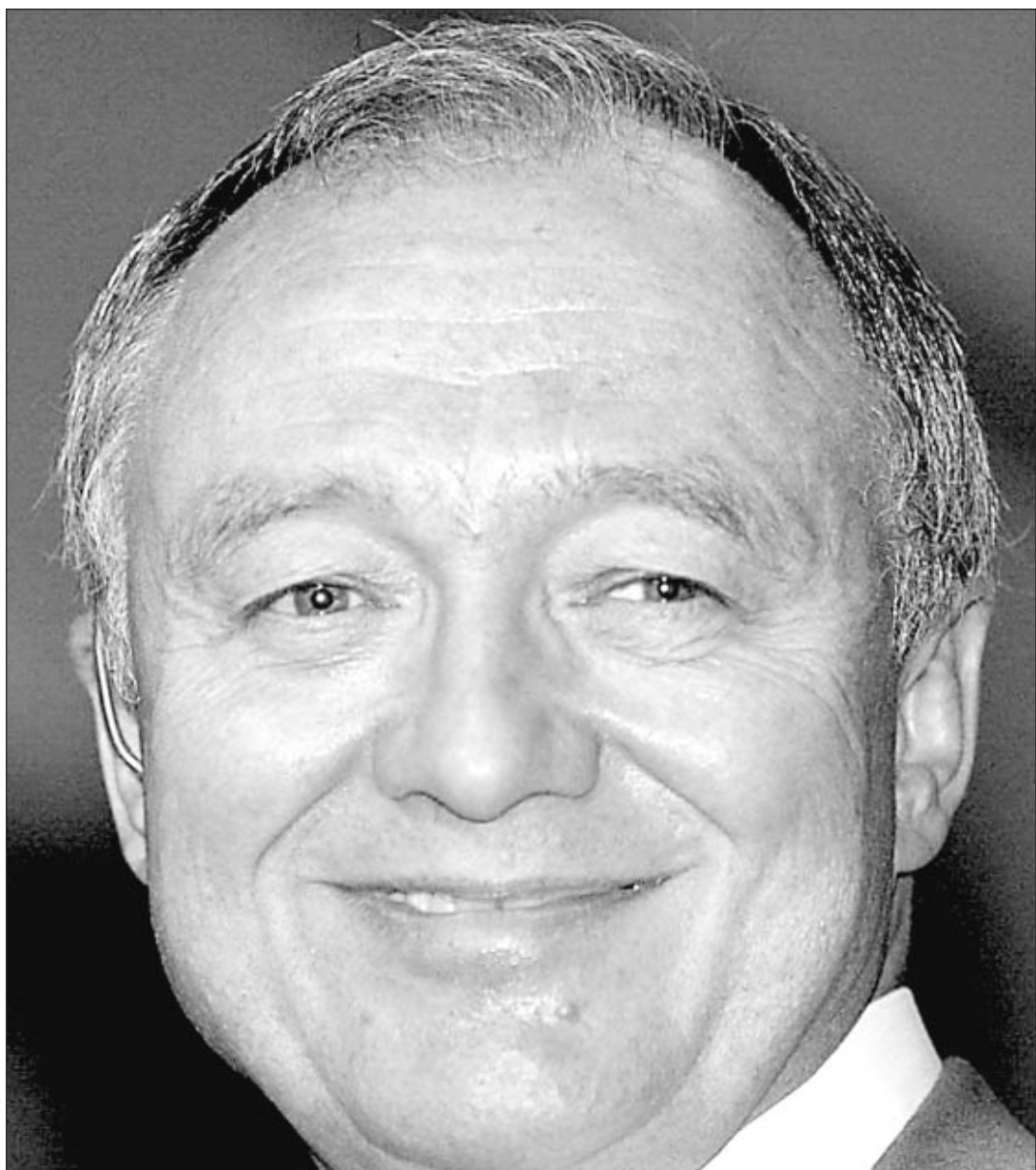
Il est farouchement opposé à la privatisation partielle du métro projetée par le gouvernement Blair et propose un système de bons du Trésor pour financer l'amélioration du réseau désuet. Le problème est que cette question ne relève pas de la responsabilité du maire de Londres. Il a donc l'intention de porter le problème devant les tribunaux.

Il est très politiquement correct. Il veut décriminaliser la prostitution et légaliser l'usage de la marijuana. Il a promis plus de fonds publics pour des événements homosexuels, tels que le festival London Gay Pride. Son administration n'accordera pas de contrats aux compagnies « connues pour leur homophobie ». Il a promis de créer dans la capitale 10 000 nouveaux emplois « verts », liés à l'écologie.

Il a laissé entendre que Lee Jasper, le militant radical noir qui préside l'Alliance nationale contre le racisme, pourrait devenir chef de la Police métropolitaine. Mais la nomination à ce poste ne relève pas non plus de son autorité. Aux toutes dernières nouvelles, Lee Jasper a été chargé de liaison entre le nouveau maire et la police. On dit qu'à la direction de la Police métropolitaine, on s'en arrache les cheveux.

Kumar Murshid, président du Rassemblement national contre le racisme, qui a souvent critiqué avec férocité la famille royale, a été nommé conseiller du nouveau maire. Murshid s'est empressé de répéter ce qu'il pensait vraiment du mari de la reine, le prince Philip, qui a tendance, il faut bien le dire, à mettre les pieds dans les plats : « He is an unreconstructed racist. » Darren Johnson, candidat des Verts à la mairie de Londres et militant homosexuel connu, est désormais chargé de l'écologie dans le « cabinet » Livingstone. Lors de la campagne, ce dernier proposait d'interdire carrément les voitures dans le centre de Londres.

On sait aussi que le cœur de Ken est resté pas mal rouge : il déteste le Fonds monétaire international et ne permettrait jamais qu'une réunion de l'Organisation internationale du commerce se tienne à Londres. L'an dernier,



Ken Livingstone, qui a emporté haut la main la mairie de Londres — une première élection du genre à Londres — avait été l'objet d'attaques grossières de la part du premier ministre Tony Blair.

il sympathisait ouvertement avec les manifestants « anticapitalistes » qui ont saccagé la City de Londres. Mais, à trois jours du scrutin, il a bien sûr condamné le vandalisme commis dans le centre de Londres lors des manifestations, le 1^{er} mai.

Du point de vue de la taille et de la composition raciale, Londres est la métropole qui ressemble le plus à New York : 7 millions d'habitants dont 24 % (32 % à New York) ont la peau basanée ou noire.

Le budget officiel de la Ville de Londres est de 3 milliards de livres — 6,9 milliards de dollars — mais Ken Livingstone n'aura le contrôle direct que sur les 35 millions (80 millions de dollars) du budget de la mairie. Il n'aura pas de pouvoir de taxation.

Vu son côté caméléon, il est difficile de prédire quel genre de maire il fera. Une chose est certaine : Ken Livingstone ne ressemblera en rien à Rudolph Giuliani.

L'American way of life sur le Nil

CATHERINE PIETTRE
collaboration spéciale, LE CAIRE

Quoi de plus naturel que de pousser son caddie au supermarché ? En Égypte, cela peut pourtant vouer une ménagère à la damnation éternelle.

Alors que le succès du grand magasin britannique Sainsbury's menaçait la survie des petits commerçants, les imams des mosquées de l'avenue des Pyramides au Caire ont émis une « fatwa » (décret religieux) contre les emplettes à ses rayons, assimilées aux pêchés capitaux comme l'adultère, le vol ou le trafic de drogues. Les croyants sont donc invités à retourner chez l'Arabe du coin ou à « souffrir au jour du Jugement dernier ».

La menace n'a pas complètement fait refluer la clientèle de Sainsbu-

ry's, mais les rumeurs vont bon train. « Si c'est un magasin juif, comme on l'entend dire, les imams ont raison », confie une jeune femme voilée tout en poussant devant elle ses achats. « J'achète ici, mais je n'y ferais pas toutes mes courses. Ces magasins étrangers peuvent faire périr l'économie égyptienne. » À Sainsbury's, on minimise l'influence des préceptes : « Qu'est-ce que c'est que leur fatwa, sinon un avis qu'ils donnent sur ce qu'ils ne connaissent pas ? » Il est vrai que seul le grand mufti d'Égypte est habilité à émettre des fatwas ayant force de loi, mais les fatwas sauvages de simples religieux ont parfois beaucoup plus d'impact. La direction de Sainsbury's se tient donc sur ses gardes, de peur de laisser échapper un marché prometteur. Installée en Égypte depuis seulement un an, la

compagnie a y déjà disséminé sept supermarchés, investi 215 millions de dollars (canadiens) et s'approprié à engloutir 760 autres millions. Surtout, elle doit faire face à la concurrence du géant allemand de la distribution Métro et, bientôt, du Français Carrefour. Elle se raccroche donc à son atout, sa politique de prix minimum. « Si le client achète moins cher, il peut commencer à consommer d'autres produits, ce qui ouvre le marché. L'Égypte a un grand potentiel dans ce domaine. Quand on lui rend service, la clientèle ici se fidélise facilement », plaide un responsable de Sainsbury's sous couvert de l'anonymat. Mais les ba'al, les épiciers traditionnels, sont déçonnés contre ces méthodes racoleuses. « Sainsbury's vend même en dessous des prix de l'usine. Il faut les obliger à augmenter, sinon on ne pourra pas survivre », se lamente

Ghania derrière la caisse crasseuse de son magasin minuscule, près de l'avenue des Pyramides.

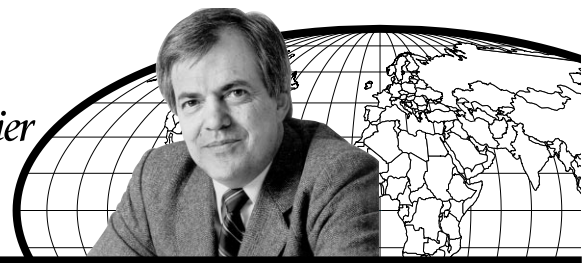
Sainsbury's n'est pourtant que le dernier venu dans un paysage en pleine occidentalisation. Les premiers supermarchés datent des années 80, avec l'apparition d'une nouvelle classe de consommateurs encouragés par la politique d'ouverture économique de l'ancien président Anouar al-Sadate et les pétrodollars rapportés par les travailleurs égyptiens du Golfe arabe. Mais ils n'attiraient qu'une clientèle aisée, tandis que Sainsbury's affirme bien haut que ses portes sont ouvertes à tous. À côté des produits d'importation réservés aux élites, ses magasins proposent des paquets de lessive ou de riz nettement moins chers que ceux du ba'al, faisant se côtoyer paysannes en fichus et bourgeoise urbaine. Les murs affichent des réductions

alléchantes, les caissières s'essayent à la politesse. La propreté méticuleuse fait fuir les cafards, moutons de poussière et autres plaies du petit commerce égyptien. Rien n'est négligé pour le bien-être du consommateur, jusqu'aux voiturettes rouges incorporées aux caddies et aux dessins animés japonais doublés en arabe pour les enfants. « Les gens aiment ce genre d'endroits aseptisés », gémit Ghania. « Alors, si en plus, ce n'est pas cher... »

La fronde religieuse contre Sainsbury's a une autre cible, plus floue et plus dangereuse : la mondialisation. Des restaurants McDonald's aux antennes paraboliques qui hérissent les toits du Caire, en passant par l'invasion du téléphone portable, l'« American way of life » s'impose rapidement sur les rives du Nil, sapant en douce les repères d'une société traditionnelle.

La presse d'ailleurs

parcourue
par Réal Pelletier



The New York Times

BusinessWeek

The Washington Post

The Economist

Oui ou non à la Chine?

Un vote lourd de conséquences, dans 10 jours, au Congrès des États-Unis

Dans 10 jours, la Chambre des représentants du Congrès américain adoptera ou rejettera la normalisation des rapports commerciaux avec la Chine, déjà approuvée par le président Clinton. Adversaires et partisans de l'accord sont comptés, mais une quarantaine de députés indécis, estime le *New York Times*, sont l'objet de formidables lobbies pour faire pencher la balance d'un côté ou de l'autre. Oh le beau cas ! La quintessence de la façon américaine de faire de la politique, dans toute sa splendeur. Avec son volet international : les Chinois recevraient comme une gifle cinglante — et aux douleurs durables peut-être — un non du Congrès.

En cette année d'élections, des républicains aimeraient bien faire trébucher une dernière fois le président Clinton avant qu'il parte. Mais le président y tient à cet accord : la Maison-Blanche est devenue en quelque sorte le quartier général officieux du lobby favorable à l'accord, qui figerait pour longtemps les rapports commerciaux Chine-États-Unis, alors que présentement, ce commerce doit faire l'objet d'un vote annuel au Congrès ouvrant la porte à des chantages circonstanciels perpétuels.

Un vote crucial

Laura d'Andrea Tyson, doyenne de l'école d'administration de l'Université de la Californie à Berkeley, est d'avis que le vote qui surviendra dans 10 jours est le plus important de l'année au Congrès des États-Unis. Elle va même jusqu'à dire, dans une chronique parue dans *Business Week*, que ce pourrait bien être le vote le plus important du Congrès de la première moitié du XXI^e siècle. Elle rappelle que l'accord soumis au Congrès change peu de choses quant aux importations venant de Chine, mais qu'il ouvre des perspectives extraordinaires aux exportations américaines vers la Chine.

M^{me} Tyson croit que si le Congrès devait dire non à la normalisation, la Chine pourrait quand même obtenir un siège à l'Organisation mondiale du commerce. Plein de monde d'un peu partout — Européens et Japonais en tête — envahiraient alors le marché chinois, pendant que les entreprises américaines s'en trouveraient pénalisées.

Et c'est bien là d'ailleurs ce qui présentement déchire les grandes



PHOTOMONTAGE La Presse

familles conservatrices américaines. Un marché de 1,3 milliard de consommateurs, c'est pas de la tarte. L'encre n'était pas séchée au bas de l'accord signé avec la Chine par le président Clinton il y a quelques mois que les entreprises américaines — de l'automobile aux ordinateurs, du pétrole aux téléphones cellulaires — rouvraient des cartons pleins de projets pour vendre à la Chine.

Les belligérants

Les opposants à la normalisation se recrutent principalement dans le monde syndical, la puissante AFL-CIO menant le bal contre l'accord au nom des droits des travailleurs chinois. Chemin faisant, elle a embarqué dans ses rangs une droite anticommuniste virulente, recrutée principalement dans les États du Sud-Ouest et qui combat l'accord au nom de la défense des droits de l'homme en Chine. Au point qu'on a assisté récemment à des scènes plutôt loufoques de militants Teamsters applaudissant les déclarations haineuses d'un leader de

l'extrême droite comme Patrick Buchanan.

Le lobby dirigé par la Maison-Blanche, lui, fonctionne à une autre altitude. Il compte déjà sur l'appui du pape de l'économie des États-Unis, Alan Greenspan, président de la banque centrale, la Federal Reserve. Trois ex-présidents des États-Unis souscrivent aussi à l'accord, Gerald Ford, Jimmy Carter et George Bush. Deux ex-secrétaires d'État, Henry Kissinger et James Baker, marchent également. Quant au présidentiable démocrate Al Gore, il se faisait tirer l'oreille, comptant beaucoup sur le mouvement syndical pour sa lutte à la présidence. Il aura finalement donné son appui sans réserve à l'accord. Enfin, 43 gouverneurs d'États sur 50 approuvent la normalisation.

Mais le prestige de ces grands hommes ne suffit pas à convaincre un député républicain sceptique : la Maison-Blanche a besoin de recruter à la Chambre des représentants 150 républicains pour former le bloc de 218 voix nécessaires à

l'adoption du projet. À ce niveau, la Maison-Blanche de Clinton vient de marquer un bon coup. Tom DeLay, whip de la majorité républicaine à la Chambre des représentants, numéro trois de la hiérarchie du parti dans cette chambre et l'un des ennemis les plus vociférateurs de Clinton au Congrès, vient d'annoncer qu'il votera en faveur de la normalisation. M. DeLay avait eu au préalable une rencontre discrète avec le président dans le bureau Ovale de la Maison-Blanche.

Appuis inattendus

Le président peut en outre compter sur des appuis inattendus : celui par exemple de dissidents chinois de première ligne. Pendant qu'une droite sudiste comme d'ailleurs la mouvance libertaire qui a pris forme dans les rues de Seattle invoquent la pratique des droits de l'homme en Chine pour s'opposer à l'accord, voici que les porte-flambeau de ces droits, les dissidents chinois eux-mêmes, approuvent l'accord.

Un correspondant du *Washington*

Post à Pékin se dit en mesure d'affirmer qu'une bonne majorité des dissidents chinois les plus célèbres voient dans cet accord le meilleur instrument pour en arriver, à terme, à relâcher l'emprise de l'État sur la vie en Chine. Plus : ils soupçonnent le mouvement syndical américain d'obéir à des considérations protectionnistes plutôt qu'à un souci réel des droits de l'homme ou des travailleurs chinois.

Dans l'intervalle, les grands milieux d'affaires regardent aller Clinton et se croisent les doigts. Avec plein de problèmes partout, une entreprise comme General Motors a monté une belle affaire en Chine, une usine d'assemblage de Buicks à Shanghai. S'ajoutent bientôt des mini-fourgonnettes de luxe. On les croyait fous chez GM, note le *Washington Post*, mais la nouvelle classe de managers chinois aime bien les Buicks. Audi, Honda et Toyota ont compris le message et veulent s'y installer à leur tour. Un marché virtuel de 1,3 milliard de clients, c'est tout un marché.

Pas le Klondike

Mais attention, le marché chinois n'est pas le Klondike qu'il projette, note *The Economist*. On aurait tort, dit l'hebdo, de considérer la Chine comme 2,6 milliards d'aisselles à traiter si on est marchand de désodorisants. La vérité, c'est que c'est très compliqué de faire des affaires en Chine et que ça va le demeurer encore un bon moment. Et le rendement s'en ressent : 3,3 % de profits seulement pour les investisseurs étrangers en général. La grande majorité des Chinois demeurent très pauvres, le revenu annuel per capita se situant encore à moins de 1000 \$US. Survienne une crise économique aux États-Unis ou un conflit à propos de Taiwan, par exemple, nombre d'investisseurs étrangers pourraient éprouver de la difficulté à récupérer leurs mises.

Taiwan est l'un des nombreux écueils susceptibles d'écorcher les rapports de la Chine avec les États-Unis et le reste du monde. Le projet de bouclier antinucléaire que mijote Washington en est un autre. M^{me} Tyson, dans *Business Week*, indique qu'au-delà des avantages économiques considérables qu'il faut escompter d'un accord commercial permanent entre la Chine et les États-Unis, il faut prendre en compte avant tout la promesse implicite d'une plus grande sécurité planétaire que recèle cet accord.

Notons que la Chine aussi a ses opposants à cet accord : son élite militaire.



The Economist

Le mal aimé

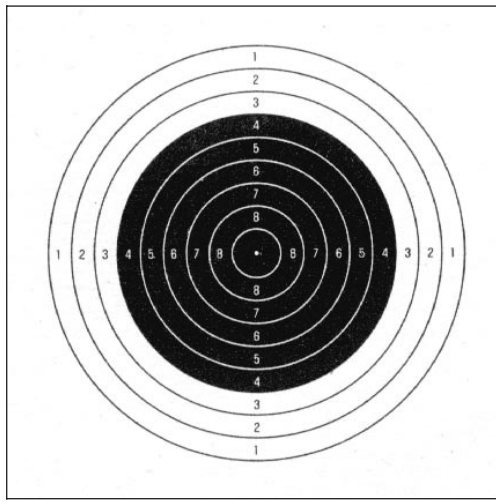
■ C'est connu : on n'aime guère le ministre des Affaires étrangères du Canada, Lloyd Axworthy, dans les milieux du pouvoir à Washington. Le ministre n'est pas anti-américain, tant s'en faut, mais certaines de ses initiatives ont eu l'heur d'agacer les voisins, comme la campagne contre les mines antipersonnel en 1997, ou l'appui marqué du Canada en 1998 à la création d'un tribunal pénal international, projet rejeté par les États-Unis. Un dossier actuel entretient la suspicion : la décision annoncée par M. Axworthy de tenir le Canada à l'écart du programme antimissiles mis de l'avant par le président Clinton. *The Economist* croit savoir cependant que la partie n'est pas gagnée pour M. Axworthy et que le cabinet est divisé sur la question. Pince-sans-rire, l'hebdo signale que le premier ministre Chrétien est allé jouer une ronde de golf avec Bill Clinton à Washington il y a deux semaines et se demande de quoi les deux hommes ont bien pu causer. Pour sa part, le ministre canadien de la Défense, Art Eggleton, a pris soin de faire remarquer que cette proposition d'un bouclier antimissiles n'a pas encore fait l'objet de décision en Conseil des ministres. Et on croit savoir que le ministère de la Défense a déjà réservé quelque 637 millions de dollars CAN de son budget actuel en vue d'une contribution éventuelle à une défense antimissiles.



The Observer

En fumée

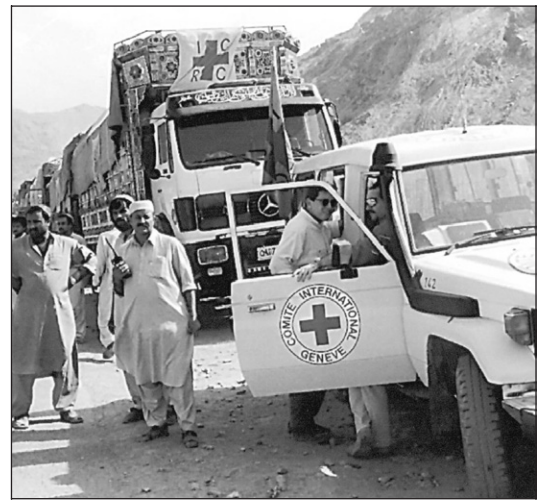
■ L'industrie américaine du tabac a déjà consenti à verser aux États 246 milliards de dollars sur 25 ans, en échange de quoi les gouvernements s'abstiendraient de poursuites ultérieures. Ce qui lui pend au bout du nez maintenant est plus formidable encore : des peines pouvant atteindre les 300 milliards, consécutives à des recours collectifs. Douze jurés se rassemblent demain dans un tribunal de Floride pour évaluer la cause et éventuellement déterminer les dommages à payer. L'affaire se présente mal pour l'industrie puisque ce tribunal a déjà acquiescé aux requêtes de six consommateurs de tabac ou à leurs ayants droit, ce qui coûtera une douzaine de millions aux fabricants. Pour ce qui est du recours collectif, l'affaire est plus grave : si l'industrie devait être condamnée à payer, elle devrait immédiatement déposer en fiducie la totalité des sommes à verser pour avoir droit d'en appeler. Ce qui, rappelle l'hebdomadaire *The Observer*, pourrait signifier la faillite. On fait remarquer toutefois que le chiffre de 300 milliards est avancé par l'industrie elle-même, histoire d'effrayer les États qui ont déjà commencé à imaginer comment elles dépenseraient sur 25 ans les 246 milliards obtenus de leur côté. Une faillite technique consécutive à une victoire des consommateurs en recours collectif empêcherait l'industrie de payer les États.



The New York Times

Bien armés

■ Du Texas à l'Alberta, les communautés pétrolières en Amérique du Nord sont riches, votent à droite et partagent une certaine culture du far-west qu'elles affichent avec ostentation. L'Alberta vient d'enfoncer un coin dans le caractère public du régime de santé canadien, sa classe politique parle volontiers de rouvrir le dossier de la peine de mort et voici que, nous apprend le *New York Times*, le West Edmonton Mall, qui se définit comme le plus grand centre commercial au monde, s'apprête à faire une fleur aux partisans des armes à feu en inaugurant sous peu « la première galerie de tir dans un centre commercial en Amérique du Nord ». Que l'initiative soit prise en Alberta n'est pas l'effet du hasard : trois Canadiens sur quatre approuvent la législation canadienne sur le contrôle des armes à feu, qui est la plus sévère en Amérique, mais dans les Prairies, seulement une personne sur deux y souscrit. Et c'est dans l'Ouest que la campagne contre l'enregistrement des armes à feu est la plus efficace. Au point que le gouvernement fédéral éprouve maintenant d'énormes difficultés à faire appliquer son programme. Dans l'intervalle les militants ont fait appel au champion de la cause aux États-Unis, l'acteur Charlton Heston, président de la célèbre National Rifle Association, qui a fait salles combles sur son passage dans l'Ouest.



The Sunday Telegraph

Brimé

■ Cent soixante-seize pays sont présents au Comité international de la Croix-Rouge mais Israël, qui refuse le symbole de la croix, n'en fait pas partie. Le CICR, obéissant à ses règles internes et s'appuyant sur le puissant message de probité et de sécurité que charrie la croix rouge partout dans le monde, tient à l'écart de ses rangs Israël dont l'équivalent national de la Croix-Rouge s'appelle le Magen David Adom, qui substitue une étoile de David à l'universelle croix rouge. Les Israéliens sont d'autant plus vexés que le CICR a déjà accepté dans ses rangs 30 pays islamiques qui arborent le croissant rouge plutôt que la croix rouge. Là où les choses se gâtent, c'est qu'un mouvement se dessine au Congrès des États-Unis, sous les pressions de la communauté juive de toute évidence, pour que Washington gèle en partie ou en totalité sa contribution annuelle de quelque 160 millions CAN au CICR, ce qui serait proprement désastreux pour la Croix-Rouge, note le *Telegraph*, de Londres. La Chambre des représentants a déjà accepté à la quasi-unanimité une résolution affirmant que l'exclusion d'Israël du CICR « constitue une injustice de la plus haute importance ». Pour sa part, la Croix-Rouge américaine a déjà retenu le mois dernier sa contribution de quelque cinq millions au CICR en guise de protestation. Le CICR invoque sa charte et explique que la multiplication des symboles ne peut qu'affaiblir à terme l'universalité de la croix rouge.

**Bibliothèque
et Archives
nationales**

Québec 

La Presse

14 mai 2000

Page A14 manquante

À votre tour

Le party

LETTRÉ DE LA SEMAINE

JEAN-GUY RENAUD

L'auteur est un résidant de Longueuil.

Mon fils de treize ans a organisé son premier party. Nous n'avons rien négligé. Les chips, le Coca-Cola, le Mountain Dew et l'autre « poison » qui goûte la gomme baloune, etc. Le sous-sol est propre et bien rangé. Papa a même aménagé un système de son qui pourra décoiffer à deux kilomètres à la ronde.

Il est 19 heures. Les premiers invités arrivent. Mon gars est fébrile. Papa est fier. Je dois admettre mon admiration devant ces jeunes qui ont l'avenir devant eux. Ils sont beaux, autant les garçons que les filles. Ils se présentent bien. Ils ont la liberté et le bonheur écrits dans les yeux.

Il est 20 heures. Ils sont beaux mais ils sont nombreux. Presque une trentaine. Les lumières sont tamisées plus que chez Giorgio, mais j'ai déjà été jeune. Il y a des arrivées, mais aussi beaucoup de sorties. J'imagine des balades main dans la main ou des secrets à partager. Enfin ! Pas seulement romantique le bonhomme, il y en a qui veulent fumer et j'apprécie qu'ils le fassent à l'extérieur. J'espère qu'il s'agit seulement de cigarettes...

Au sous-sol, mon grand me dit qu'il y a un peu de « boisson » mais qu'il gère la situation. Comment réagiriez-vous ? La loi l'interdit formellement, diront les parents les plus purs. Rappelez-vous vos premiers parties, diront d'autres. Je suis prêt à des conces-

sions, mais obligé de me présenter au sous-sol pour jouer à la police. Des couples se sont réfugiés dans le vieux sous-sol, une zone de rangement que j'avais classée inaccessible.

Il est 21 heures. Mon fils me dit qu'il perd le contrôle de la situation. Il y a davantage de boisson. Quelqu'un aurait même été malade. (Notez le conditionnel passé). Vérification, il n'en est rien. Deuxième intervention un peu plus musclée. Je suis forcé d'employer des mots qui me sont étrangers comme « interdit » « responsable ». Un discours « plate », finalement. Au passage, c'est un trio mixte qui ressort du vieux sous-sol. Comment réagiriez-vous ? Je propose la danse ou le jeu de la Fureur... sans succès.

Il est 22 heures. Le bonhomme capote et menace. Je m'installe au sous-sol et hésite à sonner le « last call ». La soirée connaît un ralentissement certain. Pour moi, ce sont des heures interminables. J'attends minuit et les parents-taxis. Les autruches auront des dents avant le prochain party chez nous...

C'est une question d'éthique, d'éducation et de choix de valeurs. Je voulais partager ma frustration. Voilà un dossier à notre portée qui n'a rien à voir avec la mondialisation des marchés. Un dossier où nous pouvons réagir, où nous devons prendre position. Tolérance, contrôle ou rejet. Chasser les jeunes aurait pu causer plus de problèmes que de solutions. Imaginez votre enfant dehors à 10 heures du soir loin de chez lui alors que vous le croyez au chaud dans un sous-sol sous la supervision d'un parent responsable... Comment réagiriez-vous ? Je ne tiens pas à ce que mon garçon devienne le « reject » de l'école à cause de l'ancêtre qui ne supporte pas l'alcool !



PHOTO DENIS COURVILLE, La Presse

Jean-Guy Renaud

En terminant, acceptez les conseils d'un père qui a 20 ans de plus que la semaine dernière. À la fin d'une réception, si votre jeune adolescent mâche de la Clorets, posez-vous des questions. Si vous retrouvez des pots de confiture propres dans des sacs ou des poubelles, il y a probablement eu « transvidage de bouteilles de boisson ». Les allées et ve-

nues durant le party pourraient correspondre au ravitaillement chez le dépanneur. Plusieurs jeunes possèdent de fausses cartes permettant de se procurer de la bière au dépanneur. Les bières étiquetées « FORTE » ont la faveur. On confond probablement teneur d'alcool et goût épouvantable. J'ai trouvé dans mes poubelles toutes sortes de marques inconnues avec la mention FORTE.

N'allez pas imaginer que j'ai permis une beuverie épouvantable. En tout, mon inventaire indique qu'il y avait seulement une vingtaine de bouteilles de bière dont — je dois m'en confesser — sept ou huit provenaient d'une vieille caisse oubliée au sous-sol et rangée dans la zone interdite, lors des dernières festivités de Noël. Évidemment, il y avait des pots de confiture vides dans mes poubelles, mais je n'ai pas trouvé de grille-pain...

La médaille du raffinement va à une brillante jeune fille qui avait une bouteille de Cépaol menthe. À votre avis, c'était de la crème de menthe ou du cépaol pour cacher un autre goût ? Je n'ai pas poursuivi l'enquête mais je suis devenu tellement méfiant. Finalement, faites l'inventaire de votre bar personnel. J'ai découvert dans mes poubelles des arômes exotiques qui m'étaient inconnus, à travers des formats de bouteilles de bière qui ont dû être soufflées aux hormones. En tout cas, ils ne sont pas forts en récupération nos jeunes.

Un père pas si cool, pas si light !

À titre d'auteur de la lettre primée de la semaine, M. Renaud recevra un exemplaire de l'édition reliée de luxe de notre volume Cent ans d'actualités à La Presse.

Pauvreté, quand tu nous guettes...

RICHARD LEBLANC

L'auteur est un résidant de Saint-Élie d'Orford.

On entend parler depuis quelques années déjà de pauvreté zéro. Il y a des gens qui semblent dire que la pauvreté n'est pas une question d'argent ; d'autres disent le contraire. Il n'est pas facile pour le commun des mortels de tenter de départager tout ça et de comprendre la dure réalité de la pauvreté, dans un contexte où la société définit la richesse uniquement sur une base de possession matérielle.

La pauvreté est une question d'argent mais aussi une question d'attitude. L'attitude de la personne face à elle-même et à ses façons de voir la vie, d'abord et avant tout. Comment arriver à concilier un certain confort moral personnel dans une société qui, il faut bien se l'avouer, juge très rapidement, d'une façon très méchante, ceux et celles qui ne rentrent pas dans le moule.

Lorsqu'une personne devient inapte au travail, temporairement ou non, pour quelque raison que ce soit, qu'elle se voit dans l'obligation de faire une demande d'aide de dernier recours au ministère de la Solidarité sociale, malgré la bonne volonté du ministre André Boisclair qui voudrait bien mettre l'accent sur la qualité des services, qu'une attention particulière devrait être apportée aux nouveaux requérants et requérantes et que, malgré tout, certaines personnes doivent se battre contre le ministère, attendre près de deux mois avant d'obtenir finalement un très léger montant d'argent afin de ne pas crever de faim, moi, j'appelle ça de la vraie pauvreté. Mais, pas nécessairement de la part du demandeur.

Pauvreté d'esprit et de compréhension de la clientèle de la part du ministère qui a comme mandat principal d'aider les gens les plus démunis. Pauvreté d'intelligence et de respect envers la clientèle lorsque, à chaque fois qu'une demande d'information par écrit parvient à un bénéficiaire, elle est accompagnée par cette menace à peine voilée : « À défaut de recevoir les informations dans les délais mentionnés vous risquez de perdre votre chèque », c'est-à-dire le seul montant qui arrive chaque mois, si petit soit-il, afin de survivre.

Pauvreté zéro, ça devrait commencer par le coeur des gens, par celles et ceux qui dirigent et qui ont la responsabilité de tous les électeurs, quel que soit l'âge, la race, la couleur, le sexe ou l'épaisseur du porte-monnaie. Pauvreté zéro, c'est d'avoir une compassion véritable pour l'être humain qui a besoin d'aide, sans toujours penser que cette personne puisse être à prime abord un voleur et un tricheur, comme cela semble être le cas dans beaucoup trop de ministères, quel que soit le type de gouvernement auquel on s'adresse.

Est-il vraiment nécessaire de faire une loi sur la pauvreté zéro ? En ce qui me concerne, cette loi a déjà été écrite par nos politiciens à l'intérieur de la Charte des droits et libertés ; mais, malheureusement, elle n'est pas très respectée, à trop d'égards.

On a besoin de moins d'Elvis Gratton

JEFFREY GEORGE

L'auteur réside à Saint-Lambert.

J'écris cette lettre en tant qu'anglophone et francophile de souche ! Je suis indigné par l'hypocrisie de notre gouvernement en matière de langue. Il y a un mois, Louise Beaudoin et sa « marmaille » ont crié au scandale à la suite de la décision d'Air France d'employer l'anglais comme langue de communication dans les aéroports de Paris. Chez nous, plusieurs péquistes, surtout ceux de Montréal, souhaitent le retour à l'affichage unilingue français et songent même à empêcher les non-anglophones à aller au cégep en anglais !

Pendant ce temps, on laisse les francophones patauger dans leur baragouinage ! Quand est-ce que le gouvernement et la société québécoise vont s'occuper du mauvais français parlé et écrit dans la belle province ? Je trouve cela hypocrite qu'on soit prêt à se battre contre un panneau bilingue où le français est bien à sa place et est bien rédigé, alors qu'on laisse faire les affiches en joual ! Je trouve que les VENTE DE GARAGE, GAZ, COUR À SCRAP, CENTRE D'ACHAT et les nombreuses fautes d'orthographe et grammaticales qui se présentent dans l'affichage sont plus menaçants pour la langue que le bilinguisme ! Certains prétendus défenseurs de la langue sont tellement sur une autre planète qu'ils harcèlent les Chinois parce que leurs affiches dans le quartier chinois ne respectent pas la Loi 101 pendant que je suis obligé d'endurer des fautes de français dans les quartiers francophones !

Quelqu'un qui s'ennuie un samedi après-midi n'aurait qu'à se promener à la « Place » Longueuil (en passant « place » pour désigner un immeuble n'est pas français, mais combien de personnes le savent ?) pour entendre les gens massacrer la langue de Molière. Exemple, une mère à

son enfant, « Gad ousseque tu t'en vas, sti ». L'affichage à ce centre commercial « affiche » l'efficacité de notre système d'éducation : LES SPÉCIAUX, MAGASIN FERMER, SMOKE MEAT (cette dernière expression serait même une faute d'anglais)...

Je suis enseignant en anglais langue seconde auprès d'élèves de sixième année et vous seriez étonnés de constater l'ignorance linguistique de ces jeunes. Après plus de six ans de scolarisation, ils ne savent toujours pas faire la différence entre un CRAYON et un STYLO, entre ALLUMER et OUVRIR ; et comment prononcer le sixième mois de l'année ! Je leur montre comment prononcer les noms d'animaux en anglais lorsqu'ils ne sont pas capables de les dire dans leur langue maternelle ! Exemples, TIGRE qui est réduit en TIG et CHAT qui devient pour certains CHO (ouvert). Comment cela se fait-il que, pendant que les péquistes veulent empêcher les non-anglophones de s'inscrire à l'école anglaise, on n'exige pas que les écoles francophones dispensent leurs cours en bon français ? Je connais des enseignants qui disent J'VAS DINS pour « dans les » et ABREUVOIR aux jeunes. Dernièrement, une enseignante a demandé à un élève de S'ASSIRE ! Voilà où nous a mené notre système d'éducation qui nous coûte les yeux de la tête et qui encourage la médiocrité.

En conclusion, je suis très conscient que mon français est loin d'être parfait ; je suis un simple « bloke » qui fait des efforts quotidiens pour l'améliorer. Également, je sais que la plupart des anglophones se fichent du français. C'est pour cela que je trouve la situation linguistique au Québec triste. J'aimerais que l'on parle et que l'on écrive au Québec et dans le reste du Canada dans un français de qualité. On a besoin de plus de Georges Dor et de Daniel Pinard ; et moins de Norman Brathwaite et d'Elvis Gratton !



PHOTOTHÈQUE, La Presse

Juillet 1999, des infirmières manifestaient leur colère.

Des bêtes de somme

SUZANNE LABRÈCHE

L'auteure est infirmière au CHUM (campus Saint-Luc).

Je ne peux me taire, monsieur Bouchard. C'est trop ! C'est trop gros ! Alors que les infirmières payent encore pour la grève de l'été dernier et qu'on nous enlève le salaire de journées travaillées, je veux rappeler que cette grève constituait un cri d'alarme pour que le gouvernement s'occupe enfin d'un système de santé à la dérive.

Or, alors que nous n'avons même pas encore signé notre convention collective, voilà maintenant qu'on a trouvé un bon moyen pour pallier à la pénurie d'infirmières : on conteste les congés médicaux, on retourne au travail de façon accélérée les infirmières en retour progressif, on leur fait même des remarques méchantes en profitant de leur état dépressif. On cogne dessus ! De toute façon, elles sont déjà à terre !

À une infirmière qui revient d'un congé pour épuisement professionnel, on l'oblige à travailler au département qui a précipité sa chute, sa dépression. À une

autre qui s'est piqué avec une aiguille contaminée au VIH (et c'est fréquent), qui a du prendre de l'AZT, qui a été très malade et qui maintenant souffre d'une dépression, on prétend que son état dépressif n'est pas relié au travail ! On sait qu'elle n'aura pas la force de se défendre. On pousse même l'audace jusqu'à dire à une infirmière qui a contracté l'hépatite C, que ce n'est sûrement pas à l'hôpital qu'elle a attrapé ça, qu'elle ne travaille pas dans un milieu à risque...C'est quoi alors, un milieu à risque ?

Mais qui sommes-nous à vos yeux ? Des bêtes de somme qu'on pousse à bout, dont on se débarrasse lorsqu'elles sont malades ? L'abattoir n'est pas loin. On nous traite de menteuses, on dit que nos maladies sont imaginaires. À la CSST, je suis sûre que le CHUM détient un record de contestation de maladies professionnelles. Reçoit-il un trophée ou une prime supplémentaire pour cela, monsieur Bouchard ? C'est vrai que nous coûtions cher à la société, mais ne vous inquiétez pas, nous sommes en voie de disparition.

Arrêtons de jouer!

CLAUDE MESSIER

Je crois qu'il est temps pour nous, fumeurs de marijuana atteints d'un handicap physique, d'établir des paramètres, qui vont peut-être choquer la police et le gouvernement. Mais, que voulez-vous, on ne peut pas plaire à tout le monde... Souffrant de dystonie musculaire généralisée depuis mon tout jeune âge, j'ai compris au fil des dernières années que la marijuana était réellement une plante médicinale. Cela, je crois que nous le savons tous, mais que, comme société, nous nous cachons la tête dans le sable, telles des autruches, pour enfouir notre esprit dans un cloître dans lequel aucune lumière ne vient nous éclairer.

Nous sommes littéralement assis entre deux chaises, exactement comme les politiciens, toujours en équilibre entre deux barreaux de fauteuils. D'un côté, il y a notre maladie et nos multiples maux auxquels nous devons faire face journalièrement ; et, croyez-moi, ce n'est guère agréable de se réveiller terrassé par des douleurs physiques. Et de l'autre, il y a le gouvernement qui nous fait croire qu'il fait tout pour faciliter les démarches en vue d'obtenir des exemptions, alors qu'il faut mettre beaucoup de pression pour être exempté et avoir la possibilité de posséder pour soi de la marijuana, essentielle à notre bien-être.

Encore là, même si nous avons une prescription médicale de notre neurologue ou d'un autre notre médecin, les policiers peuvent faire et font des perquisitions. D'ailleurs, à cet effet, l'une de mes compagnes de souffrance a été perquisitionnée et la police lui a confisqué tous ses produits thérapeutiques (ou palliatifs, appelez-les comme bon vous semble). Quarante-huit heures plus tard, cette jeune femme rentrait d'urgence à l'hôpital, non pas par manque, mais plutôt par nécessité de soulager son supplice, d'échapper au tourment de sa maladie.

Le Club Compassion nous a beaucoup aidés dans le passé. Son support moral ainsi que technique nous a permis d'avoir sans l'ombre d'un doute une qualité supérieure de cannabis, à bas prix. Nous avions réellement le sentiment d'être accueillis comme individus, même si nous avions le sida, le cancer, la dystonie ou toute autre maladie. Et nous savions qu'en allant chercher notre médicament principal là, nous serions servis en toute honnêteté, sans être obligés de nous véhiculer dans les rues mal famées de Montréal, où tous et chacun peuvent nous trander d'une façon ou d'une autre.

Accepteriez-vous qu'un de vos proches se procure ses médicaments dans les rues de la ville et non dans des pharmacies ? Sûrement pas ! En fermant et en limitant l'action du Club Compassion, on nous a mis le couteau sur la gorge, près de la jugulaire. Car, pour nous, le Club était notre pharmacie.

La personnalité de la semaine



ANDRÉ DESMARAIS
PRÉSIDENT DU CONSEIL
D'ADMINISTRATION

GUY CREVIER
PRÉSIDENT
ET ÉDITEUR

MARCEL DESJARDINS
VICE-PRÉSIDENT ET ÉDITEUR ADJOINT

YVES BELLEFLEUR
DIRECTEUR DE L'INFORMATION

ALAIN DUBUC
ÉDITORIALISTE EN CHEF

Il n'est pas de succès qui se mérite s'il n'est construit sur l'excellence



PHOTO RÉMI LEMÉE, La Presse

SUR LA SCÈNE DE L'ACTUALITÉ / SEMAINE DU 14 MAI 2000

Lise Perron

JEAN-PAUL SOULIÉ

Lise Perron rentre d'une expédition d'une dizaine de jours sur les glaces de l'océan Arctique. À 65 ans, elle vient de réaliser un exploit auquel la vie ne semblait pas l'avoir destinée. Après son cours d'infirmière, à 21 ans, Lise Perrault a épousé Michel Perron. Le couple a vécu en Abitibi, lui est devenu un important industriel du bois, et elle a réalisé son rêve. « Je voulais beaucoup d'enfants, je les ai eus. J'en ai eu huit. C'est le chapeau que j'ai porté, toute ma vie, mère de famille. »

Accueillie à son retour à Montréal, au début de la semaine dernière, comme la première femme de son âge à avoir atteint le pôle Nord en ski de fond, Mme Perron détient un autre record. Elle est sans doute la première mère de huit enfants, dont sept vivants, la première grand-mère de 18 petits-enfants, et bientôt d'un dix-neuvième, qui ait vécu une aventure extraordinaire de dix jours sur la banquise. En ce dimanche de la fête des Mères, *La Presse* salue le double exploit de Lise Perron en la nommant **Personnalité de la semaine**.

Née à Amos, Lise Perron a passé toute son enfance à Malartic, en Abitibi. Son père tient le magasin de la mine de East-Malartic, et sa mère s'occupe de ses dix enfants. Lise va aller en pension à Nicolet, au couvent des soeurs de l'Assomption. « J'ai beaucoup aimé la pension, dit-elle. J'y ai repensé sur la banquise, en progressant sur mes skis. Sur la glace, j'ai repensé toute ma vie, comme un film. » En 1953, quand elle vient faire ses études d'infirmière à Montréal, ses parents sont à Chibougamau. Puis il y aura son mariage, et ses huit enfants. « Ils sont mon entreprise à moi, ma réussite. Aujourd'hui ce sont des adultes, ils sont dans la bonne moyenne. Je pense qu'ils sont heureux. C'était mon but. Ils ont beaucoup moins besoin de moi, et quand le guide Richard Weber m'a proposé de partir pour le pôle Nord en ski, j'ai accepté. »

« À 35 ans, je n'aurais jamais pu faire une chose comme celle-là ! Aller au pôle Nord en ski, même avec les meilleurs guides du monde, je n'y aurais jamais pensé. Je n'aurais jamais voulu risquer que mon mari devienne veuf, et reste seul avec les enfants ! Quand ça arrive, ce sont des choses qu'on prend, mais on ne prend pas le risque de se lancer dans des aventures comme celle-là, même avec les meilleurs guides du monde. »

Même si elle jouit d'une bonne santé, Mme Perron ne se considère pas comme une grande sportive. « Je me sens bien dans ma peau, mais je n'ai jamais fait de ski avant le milieu de la trentaine, pour accompagner mes enfants qui commençaient à en faire. » Curieusement, elle attribue à une hernie dis-

cale, qui l'oblige à faire régulièrement des exercices de gymnastique pour se maintenir, le fait qu'elle ait pu suivre sans mal des gens qui ont couru des marathons, et dont c'est le métier de faire des grandes expéditions.

« Vous savez, dit la sexagénaire aventureuse avec beaucoup de modestie, le pôle Nord, ça paraît pire que c'est. Mais il faut des bons guides. » Ce qui l'a surtout frappée lors de ce dernier voyage, c'est le trajet de Moscou à la plate-forme polaire, lieu de départ de l'expédition. « En Russie, ils ont des lignes aériennes incroyables. Les passagers n'ont parfois pas de sièges, d'énormes bidons de carburant sont transportés au milieu de la cabine, les gens fument. Dans les petites villes du Nord, il n'y a pas d'hôtels, il faut loger dans des maisons privées. Après ça, sur la glace, tout est allé comme prévu, grâce aux très bons guides que nous avions. »

Quand elle a annoncé son départ pour son expédition, ses enfants lui ont rappelé qu'elle avait toujours critiqué son mari, quand il parlait pour le pôle Sud, le pôle Nord, le Groenland. « J'ai un petit-fils de 20 ans, étudiant à l'Université de Sherbrooke, il a trouvé que j'étais cool ! Je l'aurais bien invité à m'accompagner, mais sa mère m'a dit qu'il avait des examens. Et mon dernier fils m'a dit : C'est un peu fou, mais je vous félicite, je vais être très fier de vous. »

Trois de ses petits-enfants, dont deux jumaux de sept ans, vont dans la même école. La photo de leur grand-mère de retour de l'Arctique a fait le tour des classes. D'autres lui ont envoyé des cartes et des courriels de félicitations. Enfants et petits-enfants ne sont pas au bout de leurs surprises. Lise Perron a bien aimé faire sa dernière expédition seule, mais elle aime mieux voyager avec son mari. Son prochain rêve : escalader le Kilimandjaro au Kenya, au coeur de l'Afrique. « Il paraît que c'est formidable, et faisable. C'est un guide de l'Everest qui me l'a dit. Il ne faut pas se mettre la barre trop haut, mais on peut arriver à faire ce qu'on veut. » Pourtant, elle ne pense pas repartir tout de suite pour de nouvelles aventures. « Pour l'instant, nous allons digérer celle-là. » Et en parler en famille. Joyeuse fête des Mères à Mme Perron et félicitations !

À 65 ans, elle vient de réaliser un exploit auquel la vie ne semblait pas l'avoir destinée.

« À 35 ans, je n'aurais jamais pu faire une chose comme celle-là ! Aller au pôle Nord en ski, même avec les meilleurs guides du monde, je n'y aurais jamais pensé. Je n'aurais jamais voulu risquer que mon mari devienne veuf, et reste seul avec les enfants ! »

BOP01PROMO
Not Found

2846907
Not Found

Missing files that are needed to complete this page: BOP01PROMO 2846907

Not Found BOP01PROMO*80 10X054.00 PROMOTION.PERSONNALI
Not Found 2846907*00 10X060.00 PERSONNALITEE SEMAIN LA PRESSE LITEE 14600 118